

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2082

8 novembre 2006

SOMMAIRE

A Bueden S.A., Bourglinster	99894	Hydro Taillandier - Wester, S.à r.l., Bettembourg	99890
Alloy Market S.A., Roeser	99930	Ieka Holding, S.à r.l., Luxembourg	99895
Alloy Market S.A., Roeser	99930	Impri +, S.à r.l., Luxembourg	99895
Bergerat Monnoyeur S.A., Ehlinge	99896	Impri +, S.à r.l., Luxembourg	99896
Bergerat Monnoyeur S.A., Ehlinge	99896	Impri +, S.à r.l., Luxembourg	99896
Binda International Manufacture S.A., Luxembourg	99931	Interlux, S.à r.l., Luxembourg	99930
CitiMoney S.A., Luxembourg	99897	International Flour S.A., Luxembourg	99935
Commerzbank Aktiengesellschaft, Filiale Luxembourg, Luxembourg	99911	Johanns Immobilière S.A., Steinfort	99921
DBV-Win Fund, Sicav, Luxembourg	99897	Kryptos S.A., Luxembourg	99921
East End S.A., Luxembourg	99917	Lago Invest S.A., Luxembourg	99918
East End S.A., Luxembourg	99929	Laura Pucci S.A., Luxembourg	99918
East End S.A., Luxembourg	99929	Leknica Investments Holding S.A., Luxembourg	99920
ECB Investments S.A., Luxembourg	99911	Lexin ER (Lux) II, S.à r.l., Luxembourg	99895
Edar Development, S.à r.l., Luxembourg	99890	Lux Central Europe Holdings S.A., Luxembourg	99894
Elisenau Holding S.A., Luxembourg	99921	Lux Central Europe Holdings S.A., Luxembourg	99894
EPP Suresnes Curie Holdings (Lux), S.à r.l., Luxembourg	99910	Noctron, S.à r.l., Bridel	99928
European Millennium Group S.A.H., Luxembourg	99892	Olio Finance S.A., Steinfort	99935
Eurosapience Advisory S.A. Holding, Luxembourg	99920	Pâtisserie-Confiserie Hoffmann Jean-Marie, S.à r.l., Luxembourg	99890
Fashion and Cosmetics Isabelle T S.A., Luxembourg	99928	Paylink International S.A., Steinfort	99891
Fertitrust S.A., Luxembourg	99936	Paylink International S.A., Steinfort	99892
G.O. IA - Luxembourg One, S.à r.l., Luxembourg	99894	Precordia, S.à r.l., Luxembourg	99919
G.O. IA - Luxembourg One, S.à r.l., Luxembourg	99894	Promo Petrole S.A., Steinfort	99929
Global Paints S.A., Luxembourg	99911	Realbau S.A., Luxembourg	99910
GMC Services S.A. - Courtier d'Assurances, Luxembourg	99895	Rigel S.A., Bertrange	99912
GMC Services S.A. - Courtier d'Assurances, Luxembourg	99896	Sailing East S.A., Luxembourg	99918
HCI S.A., Hostels Capital Investments, Bertrange	99922	Shawpark Investments B.V., S.à r.l., Luxembourg	99910
Helbra Investments Holding S.A., Luxembourg	99922	Sile River S.A., Luxembourg	99929
HPFI Finance, S.à r.l., Luxembourg	99910	Solma S.A., Bourglinster	99909
Hydratec S.A., Luxembourg	99919	TJV, S.à r.l., Mamer	99920
Hydro Taillandier - Wester, S.à r.l., Bettembourg	99890	TJV, S.à r.l., Mamer	99929
Hydro Taillandier - Wester, S.à r.l., Bettembourg	99890	UC Clothing Company, S.à r.l., Itzig	99935
		UC Clothing Company, S.à r.l., Itzig	99936
		UC Clothing Company, S.à r.l., Itzig	99936
		Van der Hoop Bankiers Sicav, Luxembourg	99895
		Villa Lago Holding S.A., Luxembourg	99919

EDAR DEVELOPMENT, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 90.110.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 14 septembre 2006, réf. LSO-BU03437, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(101203.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

HYDRO TAILLANDIER - WESTER, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3253 Bettembourg, 12, route de Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 71.131.

Le bilan de clôture au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 28 août 2006, réf. LSO-BT08054, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 septembre 2006.

FISOGEST S.A.

Signature

(095844.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2006.

HYDRO TAILLANDIER - WESTER, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3253 Bettembourg, 12, route de Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 71.131.

Le bilan de clôture au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 28 août 2006, réf. LSO-BT08053, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 septembre 2006.

FISOGEST S.A.

Signature

(095846.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2006.

HYDRO TAILLANDIER - WESTER, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3253 Bettembourg, 12, route de Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 71.131.

Le bilan de clôture au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 28 août 2006, réf. LSO-BT08051, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 septembre 2006.

FISOGEST S.A.

Signature

(095849.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2006.

PATISSERIE-CONFISERIE HOFFMANN JEAN-MARIE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1815 Luxembourg, 200, rue d'Itzig.
R. C. Luxembourg B 38.053.

Les comptes annuels au 31 décembre 2005, enregistrés à Luxembourg, le 5 septembre 2006, réf. LSO-BU01014, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour PATISSERIE-CONFISERIE HOFFMANN JEAN-MARIE, S.à r.l.

FIDUCIAIRE DES PME S.A.

Signatures

(095934.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2006.

PAYLINK INTERNATIONAL, Société Anonyme.

Siège social: L-8437 Steinfort, 52, rue de Koerich.

R. C. Luxembourg B 100.209.

L'an deux mille six, le sept juillet.

Par-devant Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme PAYLINK INTERNATIONAL, ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal, inscrite au Registre de Commerce de et à Luxembourg sous la section B et le numéro 100.209, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 9 avril 2004, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations du 24 mai 2004, numéro 535.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Sylvia Hennericy, employée privée, demeurant professionnellement à Senningerberg.

Le président désigne comme secrétaire Madame Sophie Mathot, employée privée, demeurant professionnellement à Senningerberg.

L'assemblée appelle aux fonctions de scrutateur Monsieur Marc Pouille, informaticien, demeurant à Mondorf-les-Bains.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée et contrôlée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Resteront, le cas échéant, annexées au présent acte, avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant d'actionnaires représentés à la présente assemblée, paraphées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

Le président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1.- Transfert du siège social de L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal à L-8437 Steinfort, 52, rue de Koerich.

2.- Modification de l'article 2 des statuts.

3.- Démission d'un administrateur.

4.- Nomination d'un nouvel administrateur.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) L'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social de L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal à L-8437 Steinfort, 52, rue de Koerich.

Deuxième résolution

L'article 2 (alinéa 1^{er}) des statuts aura désormais la teneur suivante:

«Le siège social est établi dans la commune de Steinfort.»

Troisième résolution

L'assemblée accepte la démission de Monsieur Simon Hong de son poste d'administrateur et lui accorde pleine et entière décharge pour l'exercice de ses fonctions.

Quatrième résolution

L'assemblée décide de nommer en remplacement de l'administrateur démissionnaire:

- Monsieur Michael O'Sullivan, né le 11 juin 1975 à Londres, demeurant au 6 Cohen Close Black Notley Braintree Essex CM77 8FJ, Royaume-Uni,

qui terminera le mandat de l'administrateur sortant.

L'ordre du jour étant épuisé, le président prononce la clôture de l'assemblée.

Frais

Les frais, dépenses et rémunérations quelconques, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, s'élèvent approximativement à la somme de huit cents euros.

Dont acte, fait et passé à Senningerberg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée de tout ce qui précède à l'assemblée et aux membres du bureau, tous connus du notaire instrumentaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, ces derniers ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: S. Hennericy, S. Mathot, M. Pouille, P. Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, le 14 juillet 2006, vol. 154S, fol. 60, case 12. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée à la société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 21 août 2006.

P. Bettingen.

(096294.3/202/65) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2006.

PAYLINK INTERNATIONAL, Société Anonyme.

Siège social: L-8437 Steinfort, 52, rue de Koerich.

R. C. Luxembourg B 100.209.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 21 août 2006.

P. Bettingen.

(096297.3/202/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2006.

EUROPEAN MILLENNIUM GROUP, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 133, avenue du X Septembre.

R. C. Luxembourg B 76.919.

L'an deux mille six, le vingt-neuf août.

Par-devant Maître Aloyse Biel, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme holding EUROPEAN MILLENNIUM GROUP, avec siège social à L-2551 Luxembourg, 133, avenue du X Septembre, inscrite au registre du commerce et des sociétés sous le numéro B 76.919.

Au capital de deux cent cinquante mille US dollars (250.000,- USD) divisé en cent (100) actions de deux mille cinq cents US dollars (2.500,- USD) chacune,

constituée suivant acte reçu par le notaire Jean Seckler, de résidence à Junglinster en date du 3 juillet 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 881 en date du 9 décembre 2000.

Les actionnaires sont:

Monsieur Saad Boudemagh, industriel, demeurant à F-98000 Monaco, 27, rue Princesse Grace, propriétaire de quatre-vingt-cinq actions.	85 actions
Monsieur Nicolas Villevieille, gérant, demeurant à Bascharage, 7, rue de la Résistance, propriétaire de quinze actions.	15 actions
Total: cent actions	100 actions

La séance est ouverte sous la présidence de Saad Boudemagh, industriel, demeurant à F-98000 Monaco, 27, rue Princesse Grace,

qui désigne comme secrétaire Mademoiselle Alida Muhovic, employée privée, demeurant à Soleuvre.

L'assemblée choisit comme scrutateur Nicolas Villevieille, gérant, demeurant à Bascharage, 7, rue de la Résistance.

Le bureau étant ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire d'acter que:

I.- L'ordre du jour de l'assemblée est conçu comme suit:

1) Augmentation du capital social à concurrence de cent mille US dollars (100.000,- USD) au taux de conversion de 0.7766, soit soixante-dix-sept mille six cent soixante euros (77.660,- EUR); pour le porter de son montant actuel de deux cent cinquante mille US dollars (250.000,- USD) soit cent quatre-vingt-quatorze mille cent cinquante euros (194.150,- EUR) à trois cent cinquante mille US dollars (350.000,- USD) soit deux cent soixante et onze mille huit cent dix euros (271.810,- EUR).

2) Suppression des cent actions (100) actuelles de deux mille cinq cents US dollars (2.500,- USD) soit mille neuf cent quarante et un euros cinquante cents (1941,50 EUR), par la création de cents (100) actions nouvelles d'une valeur nominale de trois mille cinq cents US dollars (3.500,- USD) chacune, soit deux mille sept cent dix-huit euros dix cents (2.718,10 EUR).

3) Renonciation au droit préférentiel de souscription des actionnaires actuels.

4) Souscription de ces actions nouvelles:

a) par Monsieur Saad Boudemagh, gérant, demeurant à Monaco, à concurrence de quatre-vingt-cinq (85) actions nouvelles et libération en espèces de chaque action nouvelle pour sa valeur nominale de trois mille cinq cents US dollars (3.500,- USD) chacune, soit deux mille sept cent dix-huit euros dix cents (2.718,10 EUR) chacune;

b) par Monsieur Nicolas Villevieille, gérant, demeurant à Bascharage, 7, rue de la Résistance, à concurrence de quinze (15) actions nouvelles et libération en espèces pour sa valeur nominale de trois mille cinq cents US dollars (3.500,- USD) chacune, soit deux mille sept cent dix-huit euros dix cents (2.718,10 EUR) chacune.

5) Modification du premier alinéa de l'article trois des statuts.

II.- Il a été établi une liste de présence, renseignant les actionnaires présents et représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle, après avoir été signée ne varietur par les actionnaires ou leurs mandataires et par les membres du Bureau, sera enregistrée avec le présent acte.

III.- Il résulte de la liste de présence que toutes les actions sont présentes ou représentées à l'assemblée et qu'il a donc pu être fait abstraction des convocations d'usage. Dès lors l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour, dont les actionnaires ont pris connaissance avant la présente assemblée.

IV.- Après délibération, l'assemblée prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide:

- d'augmenter le capital social à concurrence de cent mille US dollars (100.000,- USD) au taux de conversion de 0,7766, soit soixante-dix-sept mille six cent soixante euros (77.660,- EUR); pour le porter de son montant actuel de deux cent cinquante mille US dollars (250.000,- USD) soit cent quatre-vingt-quatorze mille cent cinquante euros (194.150,- EUR) à trois cent cinquante mille US dollars (350.000,- USD) soit deux cent soixante et onze mille huit cent dix euros (271.810,- EUR).

Deuxième résolution

L'assemblée décide de supprimer les cent actions (100) actuelles de deux mille cinq cents US dollars (2.500,- USD) soit mille neuf cent quarante et un euros cinquante cents (1.941,50 EUR), par la création de cents (100) actions nouvelles d'une valeur nominale de trois mille cinq cents US dollars (3.500,- USD) chacune, soit deux mille sept cent dix-huit euros dix cents (2.718,10 EUR).

Les rompus ont été directement réglés entre les actionnaires qui se donnent mutuellement quittance pour solde.

Troisième résolution

L'assemblée décide de supprimer pour les actionnaires actuels leur droit préférentiel de souscription.

Quatrième résolution

Souscription - Libération

Les cents (100) actions nouvelles ont été souscrites et libérées comme suit:

a) par Monsieur Saad Boudemagh, gérant, demeurant à Monaco, à concurrence de quatre-vingt-cinq (85) actions nouvelles et libération en espèces de chaque action nouvelle pour sa valeur nominale de trois mille cinq cents US dollars (3.500,- USD) chacune, soit deux mille sept cent dix-huit euros dix cents (2.718,10 EUR) chacune.

b) par Monsieur Nicolas Villevieille, gérant, demeurant à Bascharage, 7, rue de la Résistance, à concurrence de quinze (15) actions nouvelles et libération en espèces de chaque action pour sa valeur nominale de trois mille cinq cents US dollars (3.500,- USD) chacune, soit deux mille sept cent dix-huit euros dix cents (2.718,10 EUR) chacune.

La preuve a été rapportée au notaire soussigné que la somme de cent mille US dollars (100.000,- USD) soit soixante-dix-sept mille six cent soixante euros (77.660,- EUR) se trouve à la disposition de la société.

Cinquième résolution

A la suite de l'augmentation de capital qui précède, l'assemblée générale décide de modifier le premier alinéa de l'article trois des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 3. (premier alinéa).** Le capital social est fixé à trois cent cinquante mille US dollars (350.000,- USD) divisé en cent (100) actions de trois mille cinq cents US dollars (3.500,- USD) chacune.

(Le reste sans changement.)

Déclaration

Le notaire soussigné a rendu les comparants soit, Monsieur Saad Boudemagh, prêtre, et Monsieur Nicolas Villevieille, prêtre, attentifs à la décision de la Commission européenne du 19 juillet 2006, publié au Mémorial A, numéro 131 en date du 31 juillet 2006, dont la teneur est la suivante:

«**Art. 2. (...)** En ce qui concerne les sociétés holdings 1929 exonérées bénéficiant du régime visé à l'article 1^{er} à la date de la présente décision, les effets du régime peuvent être prolongés jusqu'au 31 décembre 2010 ne pourront pas faire l'objet d'aucune cession totale ou partielle de leur capital pendant toute la durée de ce régime transitoire d'exonération.»

Ils déclarent sous leur unique responsabilité que la société holding EUROPEAN MILLENNIUM GROUP n'a pas fait l'objet d'une cession totale ou partielle de son capital social après le 31 juillet 2006.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société en raison de la présente augmentation de capital, sont évalués approximativement à deux mille euros (2.000,- EUR).

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par noms, prénoms, états et demeures, ont signés le présent acte avec le notaire.

Signé: S. Boudemagh, A. Muhovic, N. Villevieille, A. Biel.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 1^{er} septembre 2006, vol. 920, fol. 53, case 11. – Reçu 776,60 euros.

Le Receveur ff. (signé): Oehmen.

Pour expédition conforme, délivrée aux parties, sur demande, pour servir, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 7 septembre 2006.

A. Biel.

(096739.3/203/107) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2006.

G.O. IA - LUXEMBOURG ONE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R. C. Luxembourg B 96.564.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 15 septembre 2006, réf. LSO-BU03866, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(101218.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

G.O. IA - LUXEMBOURG ONE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R. C. Luxembourg B 96.564.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 15 septembre 2006, réf. LSO-BU03864, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(101219.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

LUX CENTRAL EUROPE HOLDINGS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 99.603.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 15 septembre 2006, réf. LSO-BU03862, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(101221.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

LUX CENTRAL EUROPE HOLDINGS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 99.603.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 15 septembre 2006, réf. LSO-BU03859, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(101222.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

**A BUEDEN S.A., Société Anonyme,
(anc. HOTEL DU CHATEAU DE BOURGLINSTER S.A.).**

Siège social: L-6161 Bourglinster, 5, rue de la Forge.

R. C. Luxembourg B 86.031.

Extrait des décisions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires tenue à Bourglinster le 7 février 2006 à 11 heures

1) L'assemblée révoque le commissaire actuel, la société EUROPEAN AUDIT, S.à r.l. (R.C. B 50.956) avec effet au 31 décembre 2004.

2) L'assemblée nomme la société GEFCO S.A. (R.C. B 44.091), avec siège social à Alzingen, L-5836, 6, rue Nicolas Wester, nouveau commissaire au compte jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Bourglinster, le 11 février 2006.

Pour extrait conforme

Pour la société

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 25 août 2006, réf. LSO-BT07642. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(101400.3//20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

IEKA HOLDING, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R. C. Luxembourg B 98.020.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 18 août 2006, réf. LSO-BT05578, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 septembre 2006.

LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY

Signatures

(101223.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

LEXIN ER (LUX) II, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R. C. Luxembourg B 97.130.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 15 septembre 2006, réf. LSO-BU03857, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(101226.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

VAN DER HOOP BANKIERS SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 28, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 107.550.

Le bilan au 12 juin 2006, enregistré à Luxembourg, le 14 septembre 2006, réf. LSO-BU03273, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CITCO (LUXEMBOURG) S.A.

Agent Domiciliaire

Signatures

(101231.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

**GMC SERVICES S.A. - COURTIER D'ASSURANCES, Société Anonyme,
(anc. OVERSEAS SOCIAL SECURITIES S.A. - COURTIER D'ASSURANCES).**

Siège social: L-1466 Luxembourg, 4, rue Jean Engling.
R. C. Luxembourg B 53.259.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 13 septembre 2006, réf. LSO-BU02848, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 septembre 2006.

Signature.

(101299.3//11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

IMPRI +, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.394,68.

Siège social: Luxembourg, 12, rue Jean Engling.
R. C. Luxembourg B 61.844.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2005, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, enregistrés à Luxembourg, le 20 septembre 2006, réf. LSO-BU04751, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Le gérant

(101317.3//14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

**GMC SERVICES S.A. - COURTIER D'ASSURANCES, Société Anonyme,
(anc. OVERSEAS SOCIAL SECURITIES S.A. - COURTIER D'ASSURANCES).**

Siège social: L-1466 Luxembourg, 4, rue Jean Engling.
R. C. Luxembourg B 53.259.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 13 septembre 2006, réf. LSO-BU02853, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 septembre 2006.

Signature.

(101306.3//11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

BERGERAT MONNOYEUR S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3961 Ehlinge, 4A, Am Brill.
R. C. Luxembourg B 7.557.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 13 septembre 2006, réf. LSO-BU02820, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 septembre 2006.

Signature.

(101308.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

BERGERAT MONNOYEUR S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3961 Ehlinge, 4A, Am Brill.
R. C. Luxembourg B 7.557.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 13 septembre 2006, réf. LSO-BU02824, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 septembre 2006.

Signature.

(101312.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

IMPRI +, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.394,68.

Siège social: Luxembourg, 12, rue Jean Engling.
R. C. Luxembourg B 61.844.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2004, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, enregistrés à Luxembourg, le 20 septembre 2006, réf. LSO-BU04752, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Le gérant

(101318.3//14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

IMPRI +, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.394,68.

Siège social: Luxembourg, 12, rue Jean Engling.
R. C. Luxembourg B 61.844.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2003, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, enregistrés à Luxembourg, le 20 septembre 2006, réf. LSO-BU04754, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Le gérant

(101319.3//14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

CitiMoney S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1025 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.
R. C. Luxembourg B 23.113.

Le bilan au 31 mars 2006, enregistré à Luxembourg, le 20 septembre 2006, réf. LSO-BU04570, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 septembre 2006.

Pour le compte de CitiMoney S.A.

Signature

(101333.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

DBV-WIN FUND, Investmentgesellschaft mit variablem Kapital.

Gesellschaftssitz: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.
H. R. Luxembourg B 119.446.

Im Jahre zweitausendsechs, den ersten September.

Vor dem unterzeichneten Notar Paul Bettingen, mit Amtssitz in Niederanven, Grossherzogtum Luxemburg.

Sind die Anteilhaber des Fonds Commun de Placement DBV-WIN FUND (nachstehend der DBV-WIN FUND) zu einer Generalversammlung zusammengetreten.

In Anwesenheit der Verwaltungsgesellschaft des DBV-WIN FUND, die Aktiengesellschaft DBV-WINTERTHUR FUND MANAGEMENT COMPANY (LUXEMBOURG) S.A., mit Sitz in Luxembourg, 5, rue Jean Monnet, 2180 Luxembourg, eingetragen im Handelsregister Luxemburg, unter der Sektion B und der Nummer 69.627, gegründet gemäss Urkunde aufgenommen durch Notar Reginald Neuman, mit damaligem Amtssitz in Luxembourg, am 3. Mai 1999, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 391 vom 29. Mai 1999 (nachstehend die Verwaltungsgesellschaft), rechtsgültig vertreten durch Frau Jacqueline Siebenaller, Vice-Präsident, CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT FUND SERVICE (LUXEMBOURG) S.A., berufliche Adresse in Luxembourg, 5, rue Jean Monnet, in ihrer Eigenschaft als Sonderbevollmächtigte, gemäss einer privatschriftlichen Vollmacht, die dieser Urkunde als Anlage beigefügt wird.

Sowie in Anwesenheit der Depotbank des DBV-WIN FUND, die Aktiengesellschaft CREDIT SUISSE (LUXEMBOURG) S.A., mit Sitz in Luxembourg, 56, Grand-rue, 1660 Luxembourg, eingetragen im Handelsregister Luxemburg, unter der Sektion B und der Nummer 11.756, gegründet gemäss Urkunde aufgenommen durch Notar Carlo Funck mit Amtssitz in Luxembourg, am 21. Januar 1974, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 30 vom 15. Februar 1974 (nachstehend die Depotbank), rechtsgültig vertreten durch Frau Jacqueline Siebenaller, Vice-Präsident, CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT FUND SERVICE (LUXEMBOURG) S.A., berufliche Adresse in Luxembourg, 5, rue Jean Monnet, in ihrer Eigenschaft als Sonderbevollmächtigter, gemäss einer vom 16. August 2006 ausgestellten Vollmacht, die dieser Urkunde als Anlage beigefügt wird.

Die Generalversammlung wird um 10 Uhr unter dem Vorsitz von Frau Jacqueline Siebenaller, Vice-Präsident, CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT FUND SERVICE (LUXEMBOURG) S.A., berufliche Adresse in Luxembourg, 5, rue Jean Monnet eröffnet.

Die Vorsitzende beruft zum Schriftführer Frau Melanie Smiltins, Counsel, CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT FUND SERVICE (LUXEMBOURG) S.A., berufliche Adresse in Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

Die Generalversammlung wählt einstimmig zum Stimmzähler Herrn Daniel Breger, Mandatory, CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT FUND SERVICE (LUXEMBOURG) S.A., berufliche Adresse in Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

Nach erfolgter Zusammensetzung des Büros der Generalversammlung stellt die Vorsitzende unter der Zustimmung der Generalversammlung fest und bittet den Notar Folgendes zu beurkunden:

I. Die Einladung zur Generalversammlung wurde jeweils am 31. Juli und am 17. August 2006 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, im «D'Wort» und in der «Frankfurter Allgemeinen Zeitung» veröffentlicht.

II. Die persönlich anwesenden und die rechtsgültig vertretenen Anteilhaber sowie die Zahl ihrer Anteile gehen aus der Anwesenheitsliste hervor, welche von den anwesenden Anteilhabern, den Bevollmächtigten der vertretenen Anteilhaber und den Mitgliedern des Büros der Gesellschafterversammlung unterzeichnet wurde. Diese Anwesenheitsliste bleibt gegenwärtiger Urkunde beigefügt.

III. Die Vorsitzende erläutert, dass die Anteilhaber des DBV-WIN FUND zu einer Generalversammlung einberufen worden sind, um den Fonds Commun de Placement DBV-WIN FUND in eine Investmentgesellschaft mit variablem Kapital («Investmentgesellschaft mit variablem Kapital» oder «SICAV») gemäss den Bestimmungen von Artikel 110 Absatz 2 des Gesetzes vom 30. März 1988 über Organismen für gemeinsame Anlagen (nachstehend das 1988er Gesetz) umzuwandeln. Dieser Artikel sieht vor, dass ein Organismus für gemeinsame Anlagen in der Form eines «Fonds Commun de Placement» in eine «Investmentgesellschaft mit variablem Kapital» umgewandelt werden kann, durch Beschluss einer zwei Drittel Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Anteilhaber, unabhängig von der Anzahl der anwesenden oder vertretenen Anteile aus der Gesamtzahl der ausgegebenen Anteile.

IV. Die Vorsitzende erläutert weiterhin, dass die Generalversammlung einberufen worden ist, um die Satzung der SICAV gemäss dem Ersten Teil des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen (nachstehend das 2002er Gesetz) zu beschliessen. Der entsprechende Satzungsentwurf wurde am Sitz der Verwaltungsgesellschaft, bei den Vertriebsstellen, bzw. bei den Informationsstellen, zur Verfügung gestellt, bzw. konnte dort angefordert werden.

Die Generalversammlung ist somit beschlussfähig, um über die Tagesordnung zu beraten, die wie folgt lautet:

1) Umwandlung des DBV-WIN FUND gemäss Artikel 110 Absatz (2) des 1988er Gesetzes in eine «Société d'Investissement à Capital Variable» unter der gleichen Bezeichnung DBV-WIN FUND (die Gesellschaft).

2) Feststellung durch die Generalversammlung, dass das gesetzlich erforderliche Mindestkapital der Gesellschaft erreicht ist.

3) Festlegung und Beschluss der Satzung der Gesellschaft nach Anpassung des «Fonds Commun de Placement» an die Bestimmungen des Ersten Teils des 2002er Gesetzes.

4) Feststellung durch die Generalversammlung, dass aus den Anteilen an dem «Fonds Commun de Placement» Aktien der Gesellschaft entstanden sind.

5) Wahl des Verwaltungsrates.

6) Wahl des Wirtschaftsprüfers.

7) Festlegung des Gesellschaftssitzes.

8) Vollmacht.

9) Verschiedenes.

Nach diesen Erklärungen fasst die Generalversammlung gemäss der Tagesordnung einstimmig folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst, den «Fonds Commun de Placement» DBV-WIN FUND in eine «Société d'Investissement à Capital Variable» (Investmentgesellschaft mit variablem Kapital) gemäss Artikel 110 (2) des 1988er Gesetzes umzuwandeln.

Zweiter Beschluss

Es geht aus der der gegenwärtigen Urkunde als Anlage beigefügten Bilanz hervor, dass das Nettovermögen des DBV-WIN FUND das nach Artikel 27 des 2002er Gesetzes erforderliche Mindestkapital von einer Million zweihundertfünfzigtausend Euro (1.250.000,- Euro) überschreitet.

Demzufolge ist das Mindestkapital für Aktiengesellschaften in der Form einer «Société d'Investissement à Capital Variable» (Investmentgesellschaft mit variablem Kapital), nämlich EUR 1.250.000,-, erreicht.

Feststellung

Der unterzeichnete Notar stellt fest, dass die Bedingungen von Artikel 26 des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften berücksichtigt wurden, und dass die Bedingungen zur Gründung einer Aktiengesellschaft («Société Anonyme») erfüllt sind.

Dritter Beschluss

Entsprechend dem Satzungsentwurf, der am Sitz der Verwaltungsgesellschaft zur Verfügung gestellt worden ist und bei den Vertriebsstellen, bzw. bei den Informationsstellen, erhältlich war bzw. angefordert werden konnte, beschliesst die Generalversammlung der Satzung folgenden Wortlaut zu geben:

Art. 1. Name. Zwischen den erschienen Parteien und allen, die Eigentümer von später ausgegebenen Aktien werden, wird eine Investmentgesellschaft in Form einer «Société d'investissement à capital variable» (Investmentgesellschaft mit variablem Kapital) unter dem Namen DBV-WIN FUND (im Folgenden «die Gesellschaft») gegründet. Die Gesellschaft kann eine Verwaltungsgesellschaft bestellen, die sie bei der Ausübung von bestimmten Tätigkeiten unterstützt, die von Zeit zu Zeit festgelegt werden.

Art. 2. Dauer. Die Dauer der Gesellschaft ist unbefristet. Sie kann jederzeit durch Beschluss der Aktionäre aufgelöst werden, sofern dieser Beschluss konform den Vorschriften der vorliegenden Satzung für Satzungsänderungen gefasst wurde.

Art. 3. Gegenstand. Ausschliesslicher Gesellschaftszweck ist die Anlage der ihr zu Verfügung stehenden Mittel in übertragbaren Wertpapieren aller Art sowie übrigen gesetzlich zulässigen Anlagevehikeln, um Anlagerisiken zu streuen und den Aktionären die Erträge aus der Verwaltung des Portfolios der Gesellschaft zur Verfügung zu stellen.

Die Gesellschaft ist ermächtigt, sämtliche Massnahmen zu treffen sowie sämtliche Transaktionen zu tätigen, die sie zur Erreichung und Förderung des Gesellschaftszwecks für notwendig erachtet, und dabei den durch das Gesetz vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen, Erster Teil, vorgegebenen Rahmen voll auszuschöpfen.

Art. 4. Geschäftssitz. Der Geschäftssitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg Stadt im Grossherzogtum Luxemburg. Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates kann der Geschäftssitz der Gesellschaft jederzeit an einen anderen Ort in Luxembourg-Stadt verlegt werden. Zweigstellen und Geschäftsstellen können durch Beschluss des Verwaltungsrats sowohl in Luxemburg als auch im Ausland errichtet werden.

Falls nach Ansicht des Verwaltungsrats aussergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die normale Tätigkeit der Gesellschaft an ihrem Hauptsitz oder die störungsfreie Verbindung zwischen dem Hauptsitz und Personen im Ausland beeinträchtigen können, kann der Hauptsitz vorübergehend bis zum vollständigen Ende solcher ungewöhnlichen Zustände ins Ausland verlegt werden; solche vorübergehenden Massnahmen haben keinen Einfluss auf die Zugehörigkeit der Gesellschaft zu einer bestimmten Nation; ungeachtet einer zeitweiligen Verlegung des Hauptsitzes ins Ausland bleibt sie eine luxemburgische Gesellschaft.

Art. 5. Kapital und Inhaberzertifikate. Das Gesellschaftskapital wird in nennwertlosen Aktien ausgedrückt und entspricht jederzeit dem gesamten Nettovermögen der Gesellschaft gemäss Artikel 21 der vorliegenden Satzung.

Das Mindestkapital der Gesellschaft wird bei einer Million zweihundertfünfzigtausend Euro (EUR 1.250.000,-) festgelegt.

Der Verwaltungsrat ist uneingeschränkt ermächtigt, jederzeit weitere, voll einzubezahlende Aktien gemäss Artikel 22 der vorliegenden Satzung auszugeben, ohne den bestehenden Aktionären Vorzugsbezugsrechte auf diese Aktien einräumen zu müssen.

Der Verwaltungsrat kann an jedes entsprechend bevollmächtigte Verwaltungsratsmitglied bzw. jeden leitenden Angestellten der Gesellschaft bzw. jede entsprechend bevollmächtigte Drittperson die Pflicht delegieren, Zeichnungen für die Auslieferung dieser neuen Aktien sowie die entsprechenden Zahlungen entgegen zu nehmen.

Es steht im Ermessen des Verwaltungsrats, diese Aktien in Form unterschiedlicher Klassen auszugeben. Zudem kann der Erlös aus der Ausgabe einer bzw. mehrerer Aktienklassen in Subfonds oder in Sondervermögen gemäss Artikel 21 der vorliegenden Satzung verbucht werden. Der Verwaltungsrat wird in übertragbare Wertpapiere und andere gesetzlich zulässige Anlagevehikel investieren, die denjenigen geografischen Regionen, Wirtschaftszweigen oder Währungsgebieten bzw. sonstigen Bereichen oder Sektionen einschliesslich Aktien bzw. Anteilen anderer Organismen für gemeinsame Anlagen entsprechen, die der Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit für die einzelnen Subfonds vorgibt.

Zudem ist der Verwaltungsrat ermächtigt, im Zusammenhang mit jedem Subfonds bzw. jedem Vermögenspool innerhalb jedes Subfonds neue Aktienklassen zu schaffen und auszugeben, deren Erlös im Allgemeinen gemäss der spezifischen Anlagepolitik des betreffenden Subfonds investiert wird, obwohl eine besondere Ausgabe- und Rücknahmegebührenstruktur bzw. Absicherungspolitik bzw. Aktienwährung oder sonstige besondere Merkmale für jede einzelne Klasse gelten. Zur Feststellung des Gesellschaftskapitals werden die Vermögenswerte und Verbindlichkeiten der Subfonds den einzelnen Aktienklassen zugewiesen. Falls diese Vermögenswerte und Verbindlichkeiten nicht in Euro ausgedrückt sind, sind sie in Euro zu konvertieren. Das Kapital setzt sich aus der Summe der Nettovermögen aller Klassen zusammen.

Die Aktien werden in Form von Namensaktien ausgegeben. Es steht dem Verwaltungsrat jedoch frei, die Ausgabe von Inhaberaktien zu beschliessen. Die Stückelung derartiger Inhaberaktien bei der Ausgabe liegt im Ermessen des Verwaltungsrats. Wenn ein Aktionär von Inhaberaktien den Umtausch seiner Zertifikate gegen Zertifikate in einer anderen Form bzw. deren Wandlung in Namensaktien verlangt, kann er mit den entsprechenden Kosten belastet werden. Der Entscheid über die Ausgabe von Zertifikaten über Namensaktien liegt im Ermessen des Verwaltungsrats. Falls der Verwaltungsrat auf die Ausgabe von Zertifikaten über Namensaktien verzichtet, erhalten die Aktionäre Bestätigungen über ihre Aktienpositionen. Falls der Verwaltungsrat die Ausgabe von Zertifikaten für Namensaktien vornimmt und Aktionäre auf diese Zertifikate verzichten, erhalten sie stattdessen Bestätigungen über ihre Aktienpositionen. Falls ein Namenaktionär verlangt, dass für seine Aktienposition mehr als ein Zertifikat ausgegeben wird, können ihm die entsprechenden Kosten belastet werden. Falls Aktienzertifikate ausgegeben werden, sind diese von zwei Verwaltungsratsmitgliedern zu unterschreiben. Jede dieser beiden Unterschriften kann eigenhändig, durch Druck oder Faksimile geleistet werden.

In jedem Fall ist es zulässig, eine dieser Unterschriften durch eine Person ausführen zu lassen, welche durch den Verwaltungsrat entsprechend ermächtigt wurde. In diesem speziellen Fall ist die Unterschrift eigenhändig zu leisten. Die Gesellschaft kann provisorische Aktienzertifikate in denjenigen Formen ausgeben, die der Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit festgelegt hat. Die Gesellschaft hat das Recht, nach freiem Ermessen Zeichnungsanträge für Aktien ganz oder teilweise aus beliebigen Gründen zurückzuweisen.

Aktien werden nur nach Einwilligung mit der Zeichnung und unter Vorbehalt des Erhalts des Kaufpreises gemäss Artikel 22 der vorliegenden Statuten ausgegeben. Jeder Zeichner erhält ohne unbillige Verzögerungen definitive Aktienzertifikate bzw. eine Bestätigung seiner Aktienposition ausgeliefert.

Die Ausschüttung von Dividenden an die Aktionäre erfolgt bei Namensaktien an die im Aktionärsregister verzeichneten Adressen sowie bei Inhaberaktien gegen Vorlage der betreffenden Coupons bei einer von der Gesellschaft entsprechend angewiesenen Vertriebsstelle.

Mit Ausnahme der Inhaberaktien werden sämtliche durch die Gesellschaft ausgegebenen Aktien im Aktionärsregister eingetragen. Letzteres wird entweder von der Gesellschaft oder von einer bzw. mehreren von der Gesellschaft zu diesem Zweck ernannten Personen geführt und hat den Namen jedes Inhabers von eingetragenen Aktien, seinen Wohnort bzw. vereinbarten Wohnsitz - falls der Gesellschaft bekannt - sowie die Anzahl und Klasse der von ihm gehaltenen Aktien und den hinsichtlich dieser Aktien einbezahlten Betrag auszuweisen. Mit Ausnahme von Inhaberaktien ist jede Übertragung von Aktien in das Aktionärsregister einzutragen, wobei jeder Eintrag durch einen oder mehrere leitende Angestellte der Gesellschaft bzw. eine oder mehrere durch den Verwaltungsrat für diesen Zweck benannten Personen zu unterzeichnen ist.

Die Übertragung von Inhaberaktien erfolgt durch Aushändigung der entsprechenden Inhaberaktienzertifikate. Die Übertragung von Namensaktien erfolgt (a) falls entsprechende Zertifikate ausgegeben wurden, durch Eintrag der Übertragung seitens der Gesellschaft nach Aushändigung des bzw. der Zertifikate/s über die betreffenden Aktien bei der Gesellschaft samt anderen Urkunden, welche der Gesellschaft die Übertragung in ausreichender Weise darlegen und (b) falls keine Aktienzertifikate ausgegeben wurden, durch schriftliche, durch die übertragende und die empfangende Partei datierte und unterzeichnete Übertragungserklärung zur Eintragung in das Aktionärsregister. Die Übertragungserklärung kann auch von entsprechend bevollmächtigten Personen ausgestellt werden.

Jeder im Aktionärsregister eingetragene Aktionär hat der Gesellschaft eine Adresse anzugeben, an welche sämtliche Mitteilungen und Bescheide der Gesellschaft geschickt werden können. Diese Adresse wird im Aktionärsregister eingetragen.

Falls ein Aktionär keine solche Adresse angibt, ist die Gesellschaft befugt, dies im Aktionärsregister zu vermerken. In diesem Fall gilt der Geschäftssitz der Gesellschaft bzw. eine andere von der Gesellschaft ins Aktionärsregister eingetragene Adresse als Adresse dieses Aktionärs. Diese gilt so lange, bis der betreffende Aktionär der Gesellschaft eine andere Adresse angegeben hat. Der Aktionär kann jederzeit die im Aktionärsregister eingetragene Adresse durch schriftliche Mitteilung an die Gesellschaft an deren Gesellschaftssitz bzw. an die von Zeit zu Zeit von der Gesellschaft bestimmte Adresse abändern lassen.

Falls die Zahlung eines Zeichners zur Ausgabe von Aktienbruchteilen führt, werden diese Bruchteile in das Aktionärsregister eingetragen. Aktienbruchteile sind nicht mit Stimmrechten verbunden, aber in einem von der Gesellschaft zu bestimmenden Anteil proportional dividendenberechtigt. Bei Inhaberaktien werden ausschliesslich Zertifikate über ganze Aktien ausgegeben. Jeder Saldo von Inhaberaktien, für welche die Ausgabe von Zertifikaten aufgrund von deren Stückelung nicht möglich ist, sowie Aktienbruchteile können entweder in Form von Namensaktien ausgegeben werden oder es erfolgt eine Rückgabe der entsprechenden Zahlung an den Aktionär. Die Wahl zwischen den Vorgehensweisen in diesem Fall erfolgt von Zeit zu Zeit durch den Verwaltungsrat.

Art. 6. Ersatz von Zertifikaten. Wenn ein Aktionär der Gesellschaft in zufrieden stellender Weise nachweisen kann, dass sein Aktienzertifikat verloren gegangen ist bzw. gestohlen oder zerstört wurde, wird ihm auf Antrag unter den genannten Bedingungen und Zusagen - einschliesslich einer von einer Versicherungsgesellschaft erstellten Bestätigung, dass das Aktienzertifikat verloren gegangen ist bzw. gestohlen oder zerstört wurde - ein Duplikat des betreffenden Zertifikats ausgestellt. Es liegt im Ermessen der Gesellschaft, ob das Vorlegen der genannten Bestätigung als alleinige Bedingung gilt. Mit der Ausgabe des neuen Aktienzertifikats samt Vermerk, dass es sich um ein Duplikat handelt, ist das ursprüngliche Aktienzertifikat, für welches das neue ausgestellt wurde, nichtig.

Beschädigte Aktienzertifikate können auf Anordnung der Gesellschaft gegen Neue eingetauscht werden. Die beschädigten Aktienzertifikate werden an die Gesellschaft ausgehändigt und unverzüglich annulliert.

Die Gesellschaft kann nach eigenem Ermessen die Kosten für die Ausstellung eines Duplikats oder eines neuen Aktienzertifikats, sowie sämtliche von der Gesellschaft im Zusammenhang mit der Ausstellung und der diesbezüglichen Eintragung oder die Annullierung des ursprünglichen Aktienzertifikats verauslagten Kosten, auferlegen.

Art. 7. Besitzbeschränkung. Die Gesellschaft kann das Eigentum von Aktien der Gesellschaft durch jede natürliche Person, Firma oder juristische Person beschränken oder verhindern.

Insbesondere kann die Gesellschaft das Eigentum an ihren Aktien beschränken oder verhindern, wenn es sich um so genannte «U. S. Persons» gemäss nachfolgender Definition handelt. Dasselbe gilt für Personen, bei denen das Eigentum dieser Aktien einen Verstoß gegen gesetzliche oder aufsichtsrechtliche Vorschriften darstellt oder bei denen das Eigentum steuerliche Nachteile für die Gesellschaft bzw. ihre Aktionäre nach sich ziehen würde (im Folgenden «ausgeschlossener Personenkreis» oder «vom Erwerb ausgeschlossene Personen»). Zu diesem Zweck ist die Gesellschaft ermächtigt:

a) wenn es den Anschein erweckt, dass ein derartiger Eintrag bzw. eine derartige Übertragung zur Folge haben, dass ein Mitglied des ausgeschlossenen Personenkreises den wirtschaftlichen Nutzen an diesen Aktien erhalten könnte.

b) jederzeit jede Person, deren Name im Aktionärsregister eingetragen ist oder welche die Übertragung von Aktien ins Aktionärsregister eintragen lassen möchte, auffordern, ihr sämtliche Gewährleistungen oder Haftungen oder Angaben samt der entsprechenden eidesstattlichen Erklärung zu erteilen, die sie für nötig hält, um festzustellen, ob eine vom Erwerb ausgeschlossene Person wirtschaftlicher Eigentümer dieser Aktien ist oder zukünftige sein wird.

c) wenn die Gesellschaft über Anhaltspunkte verfügt, dass eine vom Erwerb ausgeschlossene Person entweder alleine oder zusammen mit anderen Personen wirtschaftlicher Eigentümer der Aktien ist oder gegen seine Gewährleistungen und Haftungen verstösst oder derartige Gewährleistungen und Haftungen nicht abgibt, kann der Verwaltungsrat den obligatorischen Rückkauf sämtlicher bzw. eines Teils dieser Aktien vom betreffenden Aktionär verlangen. Hierbei ist wie folgt zu verfahren:

1) Die Gesellschaft hat demjenigen Aktionär, welcher laut Aktionärsregister Eigner der zurückzukaufenden Aktien ist, eine Mitteilung (im Folgenden «Rückkaufsmittelung») zu machen. Diese Mitteilung hat Folgendes zu enthalten: eingehende Angaben zu den zurückzukaufenden Aktien wie oben, Preisangebot für diese Aktien und Ort, an welchem der Rückkaufspreis zu hinterlegen ist. Jede derartige Mitteilung wird dem betreffenden Aktionär durch frankiertes Einschreiben an die letzte bekannte Adresse oder an die Adresse, die in den Büchern der Gesellschaft erscheint, zugestellt. Der betreffende Aktionär ist in der Folge verpflichtet, der Gesellschaft das Aktieninhabertzertifikat bzw. die Aktieninhabertzertifikate über die in der Rückkaufsmittelung aufgeführten Aktien auszuhändigen. Sogleich nach Ende des in der Rückkaufsmittelung festgesetzten Datums endet das Eigentum des betreffenden Aktionärs an den in der Mitteilung aufgeführten Aktien. Sein Name wird im Zusammenhang mit diesen Aktien im Aktionärsregister getilgt.

2) Der Kurs (im Folgenden «Rückkaufskurs»), zu welchem die genannten und in der Rückkaufsmittelung aufgeführten Aktien gehandelt werden, entspricht dem Rücknahmekurs von Aktien der Gesellschaft gemäss Artikel 20 der vorliegenden Statuten.

3) Die Zahlung des Rückkaufspreises erfolgt an den Eigentümer der betreffenden Aktien, falls keine Devisenbeschränkungen in Kraft sind. Die Gesellschaft überweist den entsprechenden Betrag an eine Bank in Luxemburg bzw. an einem andern Ort (gemäss Angaben in der Rückkaufserklärung) zur Auszahlung an den betreffenden Eigentümer. Die Zahlung erfolgt erst nach Rückgabe des/der Aktienzertifikats/e über die in der genannten Mitteilung aufgelisteten Aktien. Nach Überweisung des Preises wie oben dargestellt hat kein Eigentümer der in der Rückkaufsmittelung genannten Aktien noch weiterhin Eigentumsrechte an diesen Aktien bzw. einem Teil derselben bzw. in dieser Hinsicht eine Forderung gegen die Gesellschaft oder ihre Aktiven, mit Ausnahme des als Eigentümer geltenden Aktionärs. Letzterer hat das Recht, die Auszahlung des wie oben dargestellt überwiesenen Preises (ohne Zinsen) von der genannten Bank gegen Übergabe des bzw. der Aktienzertifikats/e wie oben dargestellt.

4) Die Ausübung der in diesem Artikel eingeräumten Befugnisse seitens der Gesellschaft kann in keinem Fall mit der Begründung in Frage gestellt oder für unwirksam erklärt werden, dass ungenügende Nachweise dafür vorlagen, dass eine bestimmte Person Eigentümer der Aktien war oder dass sich die wahren Besitzverhältnisse anders verhielten, als sie der Gesellschaft am Tag der Rückkaufserklärung zu sein schienen. Voraussetzung ist hierfür allerdings, dass die Gesellschaft ihre Befugnisse in gutem Glauben ausgeübt hat.

d) die Annahme der Stimme von so genannten U. S. Persons bei jeder Generalversammlung verweigern.

Art. 8. Person der Vereinigten Staaten. In der vorliegenden Satzung bezeichnet der Begriff «U.S. Person» gemäss anwendbarem Recht bzw. gemäss den Änderungen, welche die Verwaltungsräte den Aktionären mitzuteilen haben, einen Bürger oder eine Person mit Wohnsitz in den Vereinigten Staaten von Amerika, deren Territorien bzw. Besitzungen oder sonstigen unter Rechtshoheit der USA stehenden Gebieten einschliesslich der Bundesstaaten und Federal District of Colombia (im Folgenden die «Vereinigten Staaten») (einschliesslich jeder Gesellschaft, Partnerschaft oder sonstigen Einheit, welche entweder in den USA oder gemäss den Gesetzen der USA bzw. eines politischen Teilgebiets der USA organisiert sind). Dieser Begriff schliesst ebenfalls Vermögen und Trusts ein, mit Ausnahme derjenigen Vermögen und Trusts, deren Einkommen aus Quellen ausserhalb der Vereinigten Staaten stammt (und die nicht effektiv mit dem Betreiben von Handel bzw. einem Geschäft innerhalb der Vereinigten Staaten verbunden sind) und deren Einkommen nicht zum Zweck der Berechnung der bundesstaatlichen Einkommenssteuer der Vereinigten Staaten angerechnet wird. Vorbehalten bleibt, dass dieser Begriff sich nicht auf die Zweigstellen oder Agenturen US-amerikanischer Banken bzw. Versicherungen bezieht, die ausserhalb der USA unter lokaler Aufsicht das Bank- bzw. Versicherungsgeschäft betreiben und sich zudem nicht ausschliesslich mit der Anlage in Wertpapieren gemäss dem United States Securities Act von 1933 befassen.

Art. 9. Befugnisse der Generalversammlung. Jede ordnungsgemäss zusammengetretene Generalversammlung vertritt die Gesamtheit der Aktionäre der Gesellschaft. Sie ist in umfassender Weise befugt, Massnahmen anzuordnen, auszuführen oder zu genehmigen, welche sich auf den Betrieb der Gesellschaft beziehen.

Art. 10. Generalversammlung. Die jährliche Generalversammlung der Aktionäre findet gemäss Luxemburger Gesetz am eingetragenen Gesellschaftssitz der Gesellschaft statt bzw. an demjenigen anderen Ort, welcher in der Einladung zur Generalversammlung angegeben ist.

Datum der Generalversammlung ist der letzte Freitag des Monats April jeden Jahres, Zeit 11.15 Uhr morgens. Wenn es sich bei diesem Tag nicht um einen Bankgeschäftstag handelt, findet die Generalversammlung am nächstfolgenden Bankgeschäftstag statt. Die jährliche Generalversammlung kann im Ausland abgehalten werden, falls nach dem letztinstanzlichen Urteil des Verwaltungsrats aussergewöhnliche Umstände dies erfordern.

Zusätzliche Aktionärsversammlungen können an dem Ort und zu der Zeit abgehalten werden, wie sie in der entsprechenden Einladung angegeben sind.

Art. 11. Ladung und Quorum. Das vom Gesetz festgesetzte Quorum ist für die Durchführung der Aktionärsversammlungen massgeblich, sofern in der vorliegenden Satzung nichts anderes festgelegt ist.

Jede Aktie einer beliebigen Klasse berechtigt ohne Ansehen des Nettovermögenswertes je Aktie der entsprechenden Klasse zu einer Stimme, sofern das Gesetz keine weiteren Beschränkungen vorgibt.

Jeder Aktionär hat das Recht, für Aktionärsversammlungen eine andere Person schriftlich bzw. über Telegraf, Telegramm, Telefax oder andere Übermittlungsmodi an seiner Stelle zu bevollmächtigen.

Falls in der vorliegenden Satzung nichts anderes festgelegt ist bzw. das Gesetz nicht anderes verlangt, werden Beschlüsse einer ordentlich einberufenen Aktionärsversammlung mit einfacher Mehrheit der anwesenden und zur Abstimmung berechtigten Personen gefasst.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, alle übrigen von den Aktionären zu erfüllenden Teilnahmebedingungen für die Generalversammlung festzulegen.

Aktionäre versammeln sich nach Aufforderung seitens des Verwaltungsrats gemäss der Einladung samt Tagesordnung. Diese ist per Post mindestens acht Tage vor der betreffenden Versammlung an die im Aktionärsregister eingetragene Adresse jedes Aktionärs zu versenden. Falls Inhaberaktien ausstehen, ist die Einladung zusätzlich zwei Mal im Abstand von acht Tagen im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations von Luxemburg sowie einer Luxemburger Tageszeitung und den vom Verwaltungsrat angegebenen anderen Zeitungen zu veröffentlichen, wobei die zweite Veröffentlichung mindestens acht Tage vor dem Datum der betreffenden Versammlung zu erfolgen hat.

Falls allerdings sämtliche Aktionäre bei einer Aktionärsversammlung anwesend oder vertreten sind und falls sie bestätigen, von der Tagesordnung der Versammlung in Kenntnis gesetzt worden zu sein, kann diese Versammlung ohne vorherige Einberufung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

Art. 12. Verwaltungsrat. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat mit mindestens drei Mitgliedern geleitet. Dabei ist es nicht erforderlich, dass die Verwaltungsratsmitglieder Aktionäre der Gesellschaft sind.

Die Verwaltungsräte werden durch Wahl der Aktionäre an der jährlichen Generalversammlung bestellt. Ihre Amtsdauer endet mit der nächstfolgenden jährlichen Generalversammlung und dauert bis zur Wahl und Bestätigung ihrer Nachfolger. Die Abberufung eines Verwaltungsrats mit oder ohne Grund durch Aktionärsbeschluss bleibt vorbehalten.

Falls das Amt eines Verwaltungsratsmitglieds infolge Todes, Pensionierung oder aus anderen Gründen vakant wird, können die übrigen Verwaltungsräte durch Mehrheitsbeschluss einen neuen Verwaltungsrat wählen, welcher das vakante Amt bis zur nächsten Aktionärsversammlung versieht.

Art. 13. Verwaltungsratsordnung. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, aus seiner Mitte einen Vorsitzenden und einen bzw. mehrere Vizepräsidenten zu bestellen.

Er kann zudem einen Schriftführer wählen, welcher nicht Mitglied des Verwaltungsrats zu sein braucht und für die Protokollführung bei den Verwaltungsratssitzungen und Aktionärsversammlungen verantwortlich ist. Der Verwaltungsrat tritt auf Einladung seines Vorsitzenden bzw. zweier Mitglieder an dem Ort zusammen, welcher in der Einladung angegeben ist. Der Vorsitzende führt bei sämtlichen Aktionärsversammlungen sowie sämtlichen Sitzungen des Verwaltungsrats den Vorsitz. Falls er abwesend oder verhindert ist, sind die Aktionäre bzw. Mitglieder des Verwaltungsrats ermächtigt, ein anderes Mitglied des Verwaltungsrats und für Versammlungen der Aktionäre eine andere Person durch Mehrheitsabstimmung der Anwesenden zum zeitweiligen Vorsitzenden zu ernennen. Die Mitglieder des Verwaltungsrats sind ausschliesslich in ordentlich einberufenen Sitzungen beschlussfähig.

Art. 14. Befugnisse des Verwaltungsrats. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, nach dem Grundsatz der Risikostreue die Politik der Gesellschaft sowie ihre Anlagepolitik insbesondere gemäss den Bestimmungen der Artikel 41, 44 und 45 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 festzulegen. Dasselbe gilt für den Verlauf und die Ausführung der Leitung und der Geschäfte der Gesellschaft.

Die Mitglieder des Verwaltungsrats können die Gesellschaft nicht durch ihre individuellen Handlungen binden, falls dies nicht durch einen entsprechenden Verwaltungsratsbeschluss genehmigt ist.

Der Verwaltungsrat kann von Zeit zu Zeit Beamte der Gesellschaft, Generalverwalter und assistierende Generalverwalter, Sekretäre und Hilfssekretäre bestimmen welche für die Operationen und die Verwaltung der Gesellschaft zuständig sind und welche nicht Verwaltungsratsmitglied oder Aktionär zu sein brauchen. Eine solche Bestimmung kann jederzeit vom Verwaltungsrat widerrufen werden. Die ernannten Beamten, falls nicht anders in der Satzung vorgesehen werden die Befugnisse und Aufgaben haben welche ihnen durch den Verwaltungsrat zugeteilt wurden.

Zudem ist der Verwaltungsrat ermächtigt, im Hinblick auf die Umsetzung der Anlagepolitik der Gesellschaft einen oder mehrere Vermögensverwalter bzw. Anlageberater zu ernennen.

Der Verwaltungsrat kann auch nach freiem Ermessen ihre Befugnisse auf ein Komitee übertragen, nach dessen Ermessen bestehend aus einer oder mehreren Personen, die nicht Verwaltungsratsmitglied(er) zu sein brauchen.

Sämtliche Ernennungen dieser Art können jederzeit durch den Verwaltungsrat widerrufen werden.

Einladungen zu Sitzungen des Verwaltungsrats sind schriftlich bzw. über Telegraf, Telegramm, Telex, Telefax oder über andere elektronische Kommunikationswege an sämtliche Mitglieder des Verwaltungsrats vorzunehmen und haben mindesten vierundzwanzig Stunden vor dem Tag der betreffenden Sitzung zu erfolgen. Die Einladung hat den Zweck jeden einzelnen Verhandlungsgegenstand der Sitzung zu nennen. An der betreffenden Sitzung dürfen keine anderen als die in dieser Einladung traktandierten Gegenstände behandelt werden; zudem ist jede Handlung des Verwaltungsrats, die nicht in der Einladung erwähnt ist, ungültig. Ein Verzicht auf die Einladung ist möglich, sofern er seitens jedes Mitglieds des Verwaltungsrats in schriftlicher Form bzw. über Telegraf, Telegramm, Telex, Telefax oder auf anderen elektronischen Kommunikationswegen erfolgt. Durch ihre persönliche Anwesenheit bzw. die Anwesenheit ihrer Bevollmächtigten an der betreffenden Sitzung erklären sich diese Verwaltungsratsmitglieder mit dem Verzicht einverstanden. Spezifische Einladungen sind für einzelne Sitzungen nicht erforderlich, falls diese gemäss einem zuvor durch Verwaltungsratsbeschluss genehmigten Zeitplan sowie zu vorgesehenen Zeiten und an vorbestimmten Orten abgehalten werden.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrats kann bei jeder ordnungsgemäss einberufenen Sitzung des Verwaltungsrats Beschlüsse fassen, indem es in schriftlicher Form bzw. über Telegraf, Telegramm, Telex oder Telefax ein anderes Mitglied des Verwaltungsrats entsprechend bevollmächtigt. Jedes Mitglied des Verwaltungsrats kann an Sitzungen des Verwaltungsrats über Telefonkonferenzen, Videokonferenzen oder auf anderen hör- bzw. sichtbaren Kommunikationswegen teilnehmen. Jedes Mitglied des Verwaltungsrats, das auf einem der beschriebenen Wege an einer Sitzung des Verwaltungsrats teilnimmt, gilt für die betreffende Sitzung als persönlich anwesend.

Eine Sitzung des Verwaltungsrats in Form einer Telefonkonferenz bzw. Videokonferenz oder mittels beliebiger anderer hör- bzw. sichtbarer Kommunikationswege ist gültig und bindend wie eine Sitzung mit physischer Präsenz, falls ein Quorum der Verwaltungsratsmitglieder an ihr teilnimmt sowie ein Sitzungsprotokoll erstellt und durch den Vorsitzenden der Sitzung unterzeichnet wird.

Der Verwaltungsrat kann nur dann wirksam beraten und beschliessen, wenn mindestens die Mehrheit aller seiner Mitglieder an der betreffenden Verwaltungsratssitzung anwesend bzw. vertreten ist. Beschlüsse werden mit der Mehrheit der Stimmen der anwesenden bzw. vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst.

Verwaltungsratsmitglieder, die weder persönlich anwesend sind noch vertreten werden, können ihre Stimme auf schriftlichem Weg oder über Telegraf, Telegramm, Telex, Telefax bzw. auf anderen elektronischen Kommunikationswegen abgeben.

Falls in einer Sitzung Stimmengleichheit für bzw. gegen einen Beschluss besteht, ist die Stimme des Vorsitzenden Ausschlag gebend.

Zirkularbeschlüsse, welche von sämtlichen Mitgliedern des Verwaltungsrats unterzeichnet wurden, haben die gleiche Wirksamkeit wie bei einer ordentlich zusammengerufenen und abgehaltenen Verwaltungsratssitzung gefasste Beschlüsse. Die betreffenden Unterschriften können auf einem einzelnen Dokument oder auf mehreren Kopien desselben Beschlusses erfolgen und können durch Briefe oder Faksimile nachgewiesen werden. Derartige Beschlüsse treten zu dem im Zirkularbeschluss genannten Datum in Kraft. Falls kein spezifisches Datum erwähnt wird, tritt der betreffende Zirkularbeschluss an demjenigen Tag in Kraft, an welchem die letzte Unterschrift eines Verwaltungsratsmitglieds erfolgt ist.

Beschlüsse, die auf anderen elektronischen Kommunikationswegen wie E-Mail, Telegraf, Telegrammen oder Telex erfolgen, sind danach durch einen entsprechenden Zirkularbeschluss zu formalisieren. Dieser Zirkularbeschluss tritt zu demjenigen Datum in Kraft, an welchem die letzte Zustimmung auf elektronischem Weg bei der Gesellschaft eingetroffen ist. Die betreffenden bei allen Verwaltungsratsmitgliedern eingegangenen Zustimmungen sind ein unabtrennbarer Anhang zu dem entsprechenden Zirkularbeschluss über den zuvor auf elektronischem Weg gefassten Beschluss.

Zirkularbeschlüsse können ausschliesslich durch einstimmige Zustimmung sämtlicher Verwaltungsratsmitglieder erfolgen.

Art. 15. Protokoll des Verwaltungsrates. Das Protokoll jeder Verwaltungsratssitzung ist durch den Vorsitzenden der betreffenden Sitzung zu unterzeichnen.

Kopien bzw. Auszüge dieser Protokolle, welche in Gerichtsverfahren oder unter anderen Umständen vorgelegt werden, sind durch den Vorsitzenden, den Schriftführer bzw. zwei Mitglieder des Verwaltungsrats zu unterzeichnen.

Art. 16. Interessenkonflikte. Verträge bzw. sonstige Transaktionen zwischen der Gesellschaft und beliebigen anderen Gesellschaften oder Unternehmen werden nicht von der Tatsache tangiert bzw. ausser Kraft gesetzt, dass eines oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrats bzw. ein oder mehrere leitende Angestellte an dieser letzteren Gesellschaft einen Anteil hält oder als Verwaltungsratsmitglied, Teilhaber, leitender Angestellter oder Mitarbeitender dieser

letzteren Gesellschaft bzw. dieses letzteren Unternehmens fungiert. Jedes Verwaltungsratsmitglied bzw. jeder leitende Angestellte der Gesellschaft, welches/welcher als Verwaltungsratsmitglied, leitender Angestellter oder Mitarbeitender einer Gesellschaft bzw. eines Unternehmens fungiert, mit der/dem die Gesellschaft Verträge schliesst oder anderweitige Geschäfte tätigt, wird durch seine Verbindung mit dieser anderen Gesellschaft bzw. diesem anderen Unternehmen nicht daran gehindert, im Zusammenhang mit solchen Verträgen bzw. Geschäften zu beraten, über sie zu beschliessen oder hiermit im Zusammenhang stehende Handlungen auszuführen.

Falls ein Verwaltungsratsmitglied bzw. ein leitender Angestellter der Gesellschaft ein persönliches Interesse an einer Transaktion der Gesellschaft hat, hat er dies dem Verwaltungsrat mitzuteilen und über die betreffende Transaktion nicht zu beraten bzw. abzustimmen. Zudem ist über diese Transaktion sowie das persönliche Interesse des betreffenden Verwaltungsratsmitglieds bzw. leitenden Angestellten an der nächsten Aktionärsversammlung Bericht zu erstatten. Der Begriff «persönliches Interesse» gemäss dem vorhergehendem Satz bezieht sich nicht auf Beziehungen oder Interessen in Angelegenheiten, Positionen oder Transaktionen mit Beteiligung der CREDIT SUISSE GROUP, von deren Tochtergesellschaften oder verbundenen Gesellschaften oder von sonstigen Gesellschaften oder juristischen Personen, die von Zeit zu Zeit vom Verwaltungsrat nach eigenem Ermessen bestimmt werden können.

Art. 17. Abfindung. Die Gesellschaft kann jedes Verwaltungsratsmitglied bzw. jeden leitenden Angestellten sowie dessen Erben, Testamentsvollstrecker oder Nachlassverwalter für angemessene Aufwendungen im Zusammenhang mit einem Anspruch, Klagen, Forderungen oder Prozessen entschädigen, an denen es/er aufgrund seiner Eigenschaft als Verwaltungsratsmitglied oder leitender Angestellter der Gesellschaft beteiligt ist. Entschädigungen können ebenfalls auf Antrag erfolgen im Falle von anderen Gesellschaften, bei denen die Gesellschaft Aktien oder Forderungen hält und bei welchen kein Anspruch auf Entschädigung besteht, falls es sich nicht um Vorfälle handelt, bei denen es/er letztendlich wegen grober Fahrlässigkeit oder absichtlichen Fehlverhaltens zu Schadenersatz verurteilt wird.

Art. 18. Unterschriftsbefugnisse. Die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern, leitenden Angestellten oder anderen durch den Verwaltungsrat entsprechend ermächtigten Personen ist bindend für die Gesellschaft.

Art. 19. Buchprüfung. Die Gesellschaft hat einen unabhängigen Wirtschaftsprüfer («réviseur d'entreprises») zu ernennen, welcher die gesetzlich vorgeschriebenen Aufgaben erfüllt. Der unabhängige Wirtschaftsprüfer wird von der jährlichen Generalversammlung der Aktionäre ernannt. Sein Mandat gilt bis zur Wahl seines Nachfolgers.

Art. 20. Rückkauf der Aktien. Wie in den nachfolgenden Bestimmungen im Einzelnen dargelegt, hat die Gesellschaft die Befugnis, jederzeit eigene Aktien unter alleiniger Beachtung der gesetzlichen Beschränkungen zurückzukaufen.

Jeder Aktionär der Gesellschaft kann diese durch Mitteilung auffordern, sämtliche oder einen Teil seiner Aktien zurückzukaufen. Die betreffende Mitteilung hat vor demjenigen Datum bei der Gesellschaft einzugehen, an dem der entsprechende Nettovermögenswert festgestellt wird. In diesem Fall wird die Gesellschaft die betreffenden Aktien unter Berücksichtigung der gesetzlichen Beschränkungen sowie unter Vorbehalt der in Artikel 21 der vorliegenden Satzung vorgesehenen Aussetzung der Rückkaufspflicht zurückzukaufen. Die von der Gesellschaft zurückgekauften Aktien werden annulliert.

Der Aktionär erhält pro Aktie einen Preis, welcher auf Grundlage des Nettovermögenswertes pro Aktie der betreffenden Klasse gemäss den Vorschriften von Artikel 21 der vorliegenden Satzung berechnet wird. Vom Nettovermögenswert kann eine Rücknahmegebühr oder eine bei Rücknahme fällige Verkaufsgebühr zugunsten der Vertriebsstelle der Gesellschaft abgezogen werden. Dies gilt auch für einen Abzug für geschätzte Kosten und Aufwendungen, welche der Gesellschaft bei Verkauf des entsprechenden Prozentsatzes der Vermögenswerte in der betroffenen Vermögensmasse entstehen würden, um daraus den Rückkauf in der beantragten Grössenordnung gemäss Verkaufsdokumenten der Gesellschaft zu finanzieren. Die Zahlung des Rückkaufserlöses kann nicht später als 10 Geschäftstage nach dem Tag erfolgen, an dem der Rückkaufsantrag gestellt wurde bzw. die Gesellschaft alle erforderlichen Unterlagen erhalten hat, vorbehaltlich der Bestimmungen der Satzung.

Jeder Rückkaufsantrag ist durch den betreffenden Aktionär in der durch den Verwaltungsrat vorgegebenen Weise und zusammen mit den vom Verwaltungsrat in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft vorgesehenen Dokumenten beim Geschäftssitz der Gesellschaft in Luxemburg oder bei den Geschäftsräumen einer von der Gesellschaft im Zusammenhang mit dem Rückkauf der Anteile dazu bestimmten physischen oder juristischen Person einzureichen.

Falls durch den Rückkauf oder die Umwandlung eines Teils der Aktien einer bestimmten Klasse die Position eines Aktionärs in Aktien dieser Klasse unter die durch den Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit festgelegte Mindestbestandsgrenze fällt bzw. - gesetzt den Fall, dass der Mindestzeichnungsbetrag zur Zeit der Zeichnung für die betroffene Klasse aufgehoben wurde - falls dieser Wert unter den Gesamtwert der Aktien der betroffenen Klasse fällt, welche der Aktionär ursprünglich zeichnete, wird der betreffende Aktionär so behandelt, als ob er je nach Sachlage den Rückkauf bzw. die Umwandlung sämtlicher seiner Aktien dieser Klasse beantragt hätte.

Zudem ist der Verwaltungsrat im Falle von sehr grossen Anträgen auf Rückkauf bzw. Umwandlung von Aktien einer bestimmten Klasse ermächtigt zu entscheiden, dass der Rückkauf bzw. die Umwandlung eines Teils oder aller Aktien für eine bestimmte, nach Ermessen des Verwaltungsrats im besten Interesse der Gesellschaft liegenden Zeit zurückgestellt wird und erst dann abzurechnen, wenn ohne unangemessene Verzögerung entsprechende Vermögenswerte verkauft worden sind. Falls sich derartige Massnahmen als notwendig erweisen, werden sämtliche am selben Tag eingegangenen Rücknahmeanträge zum selben Preis abgerechnet. An diesem späteren Datum werden die betreffenden Rückkauf- bzw. Umwandlungsanträge vor den später eingegangenen Anträgen behandelt.

Der Verwaltungsrat ist befugt, nach freiem Ermessen zwangsweise Positionen in einer Aktienklasse zurückzukaufen, welche unter der von ihm von Zeit zu Zeit festgelegten und in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft veröffentlichten Mindestbestandsgrenze liegen, wobei letztere dem Mindestzeichnungsbetrag entspricht. Falls der Mindestzeichnungsbetrag bei einem bestimmten Aktionär keine Anwendung gefunden hat, erfolgt der zwangsweise Rückkauf wenn der Wert

von Positionen in einer Aktienklasse unter dem Gesamtwert der ursprünglich gezeichneten Aktien der betreffenden Klasse liegt.

Art. 21. Berechnung des Nettovermögenswertes. Zur Festlegung des Ausgabe-, Rückkaufs- und Umwandlungspreises der Aktien wird der Nettovermögenswert der Gesellschaft für jede einzelne Klasse von Zeit zu Zeit durch die Gesellschaft bestimmt. Diese Bestimmung erfolgt mindestens zweimal im Monat und wird durch den Verwaltungsrat festgelegt (jeder Tag bzw. Zeitpunkt der Bestimmung des Nettovermögenswertes wird im Folgenden als «Bewertungstag» bezeichnet), unter der Bedingung, dass in jedem Fall der nächstfolgende Bankgeschäftstag als Bewertungstag gilt, falls der eigentliche Bewertungstag wie in den Verkaufsunterlagen festgelegt bzw. in jedem anderen durch den Verwaltungsrat festgelegten Ort ein Bankfeiertag ist. Falls Bewertungstage gleichzeitig als übliche Feiertage in Ländern gelten, deren Börsen oder Märkte für die Bewertung vom grössten Teil des Nettovermögens eines Subfonds massgebend sind, wird ausnahmsweise kein Nettovermögenswert der Aktien dieses Subfonds an diesen Bewertungstagen bestimmt.

Die Gesellschaft kann zu jeder Zeit und in beliebigen Abständen die Bestimmung des Nettovermögenswertes für Aktien einer bestimmten Klasse aussetzen. Dasselbe gilt für die Ausgabe und den Rückkauf jeder beliebigen Aktienklasse von den betreffenden Aktionären sowie für Wandlungen in und aus Aktien jeder Klasse, falls ein bedeutender Teil der Vermögenswerte des Subfonds:

- a) nicht bewertet werden kann, weil eine Börse oder ein Markt geschlossen ist, oder falls der Handel an einer solchen Börse oder an einem solchen Markt beschränkt oder ausgesetzt ist; oder
- b) nicht frei verfügbar ist, weil ein Ereignis politischer, wirtschaftlicher, militärischer, finanzpolitischer oder anderweitiger Natur, das ausserhalb der Kontrolle der Gesellschaft liegt, Verfügungen über das Vermögen des Subfonds nicht erlaubt bzw. den Interessen der Aktionäre abträglich wäre; oder
- c) nicht bewertet werden kann, wenn wegen einer Unterbrechung der Nachrichtenverbindungen oder aus irgendeinem anderen Grund eine Bewertung unmöglich ist; oder
- d) nicht für Geschäfte zur Verfügung steht, weil Beschränkungen des Devisenverkehrs oder Beschränkungen sonstiger Art Übertragungen von Vermögenswerten undurchführbar machen, oder wenn nach objektiv nachprüfbar Massstäben feststeht, dass Geschäfte nicht zu normalen Währungswechsellkursen getätigt werden können.

Diese Aussetzungen sind, falls angemessen, durch die Gesellschaft zu veröffentlichen und den Anlegern, welche Anträge auf Ausgabe, Umwandlung oder Rückkauf von Aktien seitens der Gesellschaft gestellt haben mitzuteilen, sobald diese den entsprechenden schriftlichen Antrag gemäss Artikel 20 der vorliegenden Satzung einreichen.

Diese Aussetzungen in einer beliebigen Aktienklasse haben keinerlei Auswirkungen auf die Berechnung des Nettovermögenswertes bzw. die Ausgabe, den Rückkauf und die Umwandlung von Aktien der übrigen Aktienklassen, falls die für die Aussetzung massgeblichen Umstände sich nicht auf die Anlagen im Namen der betreffenden Klasse erstrecken.

Falls in den Verkaufsunterlagen nichts Gegenteiliges festgehalten wurde bzw. keine gegenteiligen Beschlüsse des Verwaltungsrats ergangen sind, wird der Nettovermögenswert von Aktien jedes Subfonds als Wert je Aktie des betreffenden Subfonds in der Referenzwährung ausgedrückt. Er wird an jedem Bewertungstag durch Teilung des auf die jeweilige Aktienklasse entfallenden Nettovermögens der Gesellschaft - d. h. des Werts der auf die betreffende Klasse entfallenden Vermögensgegenstände der Gesellschaft abzüglich der auf diese Klasse entfallenden Verbindlichkeiten am Ende des als Bewertungstag vorgesehenen Bankgeschäftstags - durch die Anzahl der in diesem Zeitpunkt ausstehenden Aktien der betreffenden Klasse ermittelt. Diese Ermittlungen erfolgen ohne Ausnahme gemäss den folgenden Bewertungsvorschriften bzw. in Fällen, welche in den betreffenden Vorschriften nicht vorgesehen sind, auf eine nach Ansicht des Verwaltungsrats gerechte und billige Weise.

Die Berechnung des Nettovermögenswertes einer alternativen Währungsklasse erfolgt zuerst in der Referenzwährung des jeweiligen Subfonds. Die Berechnung des Nettovermögenswertes des Subfonds für die betreffende Klasse erfolgt durch Teilung durch die Anzahl der ausgegebenen Aktien dieser Klasse, falls in den Verkaufsunterlagen nichts Gegenteiliges vorgesehen ist.

Sämtliche Bewertungsregeln und Beschlüsse sind gemäss allgemein gültigen Rechnungslegungsgrundsätzen («generally accepted accounting principles») zu fassen und auszulegen.

Ausser in Fällen von Arglist, Fahrlässigkeit oder offensichtlichem Irrtum ist jede Entscheidung des Verwaltungsrats oder jeder Bank, Gesellschaft oder anderer Institution, welche der Verwaltungsrat gegebenenfalls mit der Berechnung des Nettovermögenswertes beauftragt hat, sowohl für die Gesellschaft als auch für sämtliche jetzigen, früheren und zukünftigen Aktionäre endgültig und bindend.

A. Als Aktiva des Gesellschaftsvermögens gelten:

- a) alle liquiden Mittel und Einlagen, einschliesslich aufgelaufener Zinsen;
- b) sämtliche Wechsel, Zahlungsaufforderungen und Forderungen (einschliesslich noch nicht eingegangener Erlöse aus dem Verkauf von Wertpapieren);
- c) sämtliche Anleihen, Time Notes, Aktien, Wertpapiere, Schuldverschreibungen, Vorzugsaktien, Bezugsrechte, Optionsscheine sowie sonstige Anlageinstrumente und Wertpapiere im Besitz der Gesellschaft bzw. durch die Gesellschaft abgeschlossen (unter der Bedingung, dass die Gesellschaft Anpassungen aufgrund der Fluktuationen des Marktwerts der Wertpapiere vornehmen kann, falls diese Fluktuationen durch Handel ohne Einbezug der Dividende bzw. des Bezugsrechts oder ähnliche Verfahren auftreten);
- d) sämtliche Anteile bzw. Aktien in Organismen für gemeinsame Anlagen;
- e) sämtliche der Gesellschaft zustehenden Wertpapiere, Stockdividenden, Bardividenden und Barausschüttungen;
- f) sämtliche aufgelaufenen Zinsen aus verzinslichen Wertpapieren im Besitz der Gesellschaft, es sei denn die Verzinsung wäre bereits im Kapitalbetrag des betreffenden Wertpapiers enthalten oder berücksichtigt;
- g) die vorläufigen Gründungskosten der Gesellschaft, einschliesslich der Kosten für die Ausgabe und den Vertrieb der Aktien der Gesellschaft, soweit diese nicht abgeschrieben sind; und
- h) sämtliche sonstigen Vermögenswerte aller Art, einschliesslich vorausbezahlter Aufwendungen.

Falls in den Verkaufsunterlagen nichts Gegenteiliges vermerkt ist bzw. der Verwaltungsrat keine gegenteiligen Beschlüsse gefasst hat, wird der Wert der genannten Aktiven für jeden Subfonds wie folgt festgestellt:

- i) Wertpapiere, die an einer Börse notiert sind oder regelmässig an einer solchen Börse gehandelt werden, sind zum letzten verfügbaren Kurs zu bewerten. Steht kein bezahlter Kurs zur Verfügung, ist aber ein Schlussmittelkurs (Mittelwert zwischen dem letzten Geld- und dem letzten Briefkurs) oder ein Schlussgeldkurs notiert, kann auf den Schlussmittelkurs oder alternativ auf den Schlussgeldkurs abgestellt werden;
- j) Wenn ein Wertpapier an verschiedenen Börsen gehandelt wird, erfolgt die Bewertung in Bezug auf die Börse, an der dieses in erster Linie gehandelt wird;
- k) Wenn bei Wertpapieren mit unbedeutendem Börsenhandel jedoch ein Sekundärmarkt mit geregelterm Freiverkehr zwischen Wertpapierhändlern besteht, der zu einer marktmässigen Preisbildung führt, kann die Bewertung aufgrund des Sekundärmarkts vorgenommen werden;
- l) Wertpapiere, die an einem geregelten Markt gehandelt werden, werden nach der gleichen Methode bewertet wie Wertpapiere mit Börsennotierung;
- m) Aktien bzw. Anteile an offenen Organismen für gemeinsame Anlagen werden zum letzten für sie berechneten bekannten Nettovermögenswert bewertet, gegebenenfalls unter Berücksichtigung der Rückkaufgebühren.; Falls für Anteile an Zielfonds kein Nettovermögenswert zur Verfügung steht, sondern lediglich An- und Verkaufspreise, so können die Anteile solcher Zielfonds zum Mittelwert zwischen solchen An- und Verkaufspreisen bewertet werden;
- n) Wertpapiere ohne Börsennotierung, die nicht an einem geregelten Markt gehandelt werden, sind zum letzten verfügbaren Marktpreis zu bewerten. Falls kein solcher Preis zur Verfügung steht, hat der Verwaltungsrat diese Wertpapiere gemäss anderen von ihm festzulegenden Kriterien sowie auf Grundlage des wahrscheinlich zu erzielenden Verkaufspreises zu bewerten, wobei Letzterer mit der gebührenden Umsicht und in gutem Glauben festzulegen ist;
- o) Derivate werden gemäss den vorhergehenden Abschnitten behandelt;
- p) Total-Return-Swaps werden nach nachvollziehbaren und transparenten Kriterien auf regelmässiger Basis bewertet. Die Gesellschaft und der Wirtschaftsprüfer werden die Nachvollziehbarkeit und die Transparenz der Bewertungsmethoden und ihre Anwendung überwachen;
- q) Credit-Default-Swaps werden nach nachvollziehbaren und transparenten Kriterien auf regelmässiger Basis bewertet. Die Gesellschaft und der Wirtschaftsprüfer werden die Nachvollziehbarkeit und die Transparenz der Bewertungsmethoden und ihre Anwendung überwachen;
- r) Treuhand- und Festgelder werden zum jeweiligen Nennwert zuzüglich der aufgelaufenen Zinsen bewertet;
- s) Der Bewertungspreis eines Geldmarktinstruments wird, ausgehend vom Nettoerwerbkurs und unter Konstanthaltung der daraus berechneten Anlagerendite sukzessive dem Rückzahlungskurs angeglichen. Bei wesentlichen Änderungen der Marktbedingungen ist die Grundlage für die Bewertung verschiedener Anlagen an den neuen Marktrenditen auszurichten.

Die aus solchen Bewertungen resultierenden Beträge werden in die Referenzwährung jedes Subfonds zum jeweils gültigen Mittelkurs umgerechnet. Bei der Durchführung dieser Umwandlung sind zum Zwecke der Absicherung von Währungsrisiken abgeschlossene Devisentransaktionen zu berücksichtigen.

Falls aufgrund besonderer oder veränderter Umstände eine Bewertung unter Beachtung der vorstehenden Regeln sich als unmöglich bzw. unrichtig erweist, so ist der Verwaltungsrat ermächtigt, andere allgemein anerkannte und von Wirtschaftsprüfern nachprüfbarere Bewertungsregeln zu befolgen, um eine sachgerechte Bewertung des Vermögens des Subfonds zu erreichen.

Das Nettovermögen wird je nach Sachlage auf die nächste kleinere Einheit der zu diesem Zeitpunkt gültigen Referenzwährung auf- oder abgerundet, falls in den Verkaufsunterlagen nichts Gegenteiliges festgehalten ist.

Der Nettovermögenswert von einer bzw. mehreren Aktienklassen kann auch in andere Währungen umgerechnet werden. Falls der Verwaltungsrat solche Währungen festlegt, wird der Nettovermögenswert der Aktien in diesen Währungen auf die jeweils nächste kleinste gängige Währungseinheit auf- oder abgerundet.

B. Falls keine gegenteiligen Beschlüsse des Verwaltungsrats vorliegen, zählen folgende Posten zu den Verbindlichkeiten der Gesellschaft:

- a) sämtliche Darlehen, Wechselverbindlichkeiten und Forderungen;
- b) sämtliche aufgelaufenen Zinsen auf Darlehen an die Gesellschaft (einschliesslich aufgelaufener Bereitstellungskommissionen für solche Darlehen);
- c) sämtliche aufgelaufenen oder fälligen Aufwendungen (einschliesslich Verwaltungsaufwand, Anlageberatungs- und Verwaltungsgebühren inklusive leistungsabhängiger Gebühren, Depotbankgebühren und Gebühren für etwaige Vertreter der Gesellschaft);
- d) sämtliche bekannten gegenwärtigen bzw. zukünftigen Verbindlichkeiten einschliesslich aller fälligen vertraglichen Verpflichtungen zur Zahlung von Geldern bzw. Übertragung von Eigentum einschliesslich der von der Gesellschaft festgestellten, aber noch nicht ausgeschütteten Dividenden, falls der Bewertungstag auf bzw. nach den Stichtag für die Ermittlung der Dividendenberechtigten fällt;
- e) eine am Bewertungstag ausreichende Rückstellung für künftige Steuerverbindlichkeiten aufgrund von Kapital und Erträgen gemäss der von Zeit zu Zeit durch die Gesellschaft vorgenommenen Festsetzung, sowie weitere Rücklagen, insofern der Verwaltungsrat diese genehmigt und gebilligt hat;
- f) sämtliche weiteren Verbindlichkeiten der Gesellschaft jeglicher Art und Natur, welche gemäss allgemein gültigen Rechnungslegungsgrundsätzen geschätzt werden, mit Ausnahme derjenigen Verbindlichkeiten, welche durch die eigenen Aktien der Gesellschaft verkörpert sind.

Bei der Feststellung dieser Verbindlichkeiten hat die Gesellschaft sämtliche von ihr zu tragenden Kosten in Betracht zu ziehen. Diese beinhalten unter anderem Folgendes: Gründungskosten, Gebühren für Anlageberater oder Anlageverwalter, Honorare und Kosten von Buchhaltern, Depotbank und Korrespondenzbanken, Domizilstelle, des mit der Füh-

zung des Aktionärsregisters und mit der Übertragung von Aktien beauftragten Bevollmächtigten der Gesellschaft, Zahlstellen und Vertretern an Orten, wo die Gesellschaft eingetragen ist, sowie von sämtlichen anderen Vertretern der Gesellschaft, die Kosten der Rechtsberatung oder Buchprüfung, Vertriebskosten, Druckkosten, Kosten der Berichterstattung und -veröffentlichung einschliesslich Werbekosten und Vorbereitungs- sowie Druckkosten für die Prospekte, erklärende Darlegungen, Eintragungserklärungen, Steuern und von Regierungen erhobene Gebühren, Kosten der Kotierung der Aktien der Gesellschaft an einer Börse oder einem anderen Markt und sämtliche sonstigen betrieblichen Aufwendungen inklusive der Kosten bei Ankauf und Verkauf von Aktiva, Zinsen, Bank- und Maklergebühren, Porto-, Telefon- und Telexkosten. Die Gesellschaft kann laufende oder regelmässig wiederkehrende Verwaltungs- oder sonstige Ausgaben für einen jährlichen oder sonstigen Zeitraum im Voraus schätzen und den Betrag gleichmässig auf diesen Zeitraum verteilen.

C. Die Gesellschaft wird auf folgende Weise Sondervermögen bilden:

a) der Erlös aus der Ausgabe von Aktien einer bestimmten Klasse wird in den Büchern der Gesellschaft dem für diese Klasse errichteten Sondervermögen zugewiesen und je nach Sachlage das Verhältnis des Nettovermögens des betreffenden Sondervermögens für die auszugebende Klasse von Aktien vermehren. Zudem werden die Aktiva und Passiva sowie die Erträge und Aufwendungen der betreffenden Klasse(n) gemäss den Bestimmungen des vorliegenden Artikels dem entsprechenden Sondervermögen zugewiesen;

b) falls ein Vermögenswert von einem anderen Vermögenswert abgeleitet ist, werden diese Derivate in den Büchern der Gesellschaft demselben Sondervermögen zugewiesen wie die Basiswerte. Bei jeder Neubewertung von Aktiven wird die Wertsteigerung bzw. -minderung dem entsprechenden Sondervermögen zugewiesen;

c) falls die Gesellschaft eine Verbindlichkeit eingeht, die Bezug auf ein bestimmtes Sondervermögen bzw. auf eine bestimmte Handlung im Zusammenhang mit Vermögenswerten eines bestimmten Sondervermögens hat, ist diese Verbindlichkeit dem entsprechenden Sondervermögen zuzuweisen;

d) falls sich ein Vermögenswert bzw. eine Verbindlichkeit keinem bestimmten Sondervermögen zuweisen lässt, sind diese gleichmässig sämtlichen Sondervermögen zuzuweisen. Die Zuweisung erfolgt pro rata zum Nettovermögenswert der einzelnen Klassen von Aktien, wobei allerdings eine Zuweisung aufgrund der Nettovermögen der einzelnen Sondervermögen vorbehalten bleibt, falls die Beträge dies rechtfertigen. Zudem gilt, dass sämtliche Verbindlichkeiten ohne Ansehen des Sondervermögens nur demjenigen Sondervermögen zuzuweisen sind, in dessen Namen sie eingegangen wurden;

e) falls klassenspezifische Kosten für eine Klasse beglichen werden bzw. falls auf Aktien einer bestimmten Klasse höhere Dividenden ausgeschüttet werden, ist der Nettovermögenswert der betreffenden Klasse von Aktien um die entsprechenden Kosten bzw. höheren Dividenden zu vermindern (so dass sich der prozentuelle Anteil am gesamten Nettovermögenswert des betreffenden Sondervermögens für die betreffende Klasse je nach Sachlage vermindert), während der Nettovermögenswert für die weitere(n) Klasse(n) unverändert bleibt (so dass sich der prozentuelle Anteil am gesamten Nettovermögenswert des betreffenden Sondervermögens für diese andere(n) Klasse(n) je nach Sachlage erhöht);

f) wenn für eine Klasse spezifische Vermögenswerte gegebenenfalls nicht länger einer bzw. mehreren Klassen zuzuweisen sind bzw. falls Erträge oder von diesem Vermögenswerten abgeleitete Aktiven sämtlichen Klassen von im Zusammenhang mit demselben Sondervermögen ausgegebenen Aktien zuzuweisen sind, steigt der Anteil der betreffenden Klasse im Verhältnis zu diesem Beitrag; und

g) sobald Aktien einer Klasse ausgegeben bzw. zurückgekauft werden, hat die Gesellschaft die Berechtigung auf das der betreffenden Klasse zuzuweisende Sondervermögen je nach Sachlage um den bei Ausgabe bzw. Rückkauf bezahlten Betrag zu erhöhen bzw. zu senken.

D. Zur Auslegung des vorliegenden Artikels:

a) Aktien welche gemäss Artikel 20 zurückzukaufen sind, sind bis unmittelbar nach Geschäftsschluss an dem im vorliegenden Artikel erwähnten Bewertungstag als im Umlauf befindlich zu behandeln. Ab dem genannten Zeitpunkt und bis zur Auszahlung des Rückkaufspreises ist Letzterer als eine Verbindlichkeit der Gesellschaft zu betrachten;

b) Aktien, welche durch die Gesellschaft aufgrund von Zeichnungsanträgen auszugeben sind, werden ab Geschäftsschluss desjenigen Bewertungstags, an welchem der entsprechende Ausgabepreis ermittelt wurde, als emittiert behandelt. Der Ausgabepreis gilt bis zu seinem Eingang bei der Gesellschaft als Forderung ihrerseits;

c) sämtliche Anlagen, Barbestände und sonstigen Vermögen der Gesellschaft, welche nicht auf diejenige Währung lauten, in welcher der Nettovermögenswert einer Klasse ausgedrückt wird, werden unter Berücksichtigung des/r marktüblichen Wechselkurse/s am Datum und Zeitpunkt der Bestimmung des Vermögenswerts je Aktie bewertet; und

d) soweit durchführbar werden an jedem Bewertungstag die an diesem Tag für die Gesellschaft vorgenommenen An- und Verkäufe von Wertpapieren mit einbezogen.

E. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, sämtliche bzw. einen Teil der Sondervermögen gemäss Abschnitt C von Artikel 21 (im Folgenden die «gemeinsam verwalteten Sondervermögen») zu poolen und zu investieren bzw. zu verwalten, falls dies im Hinblick auf ihre Anlagesektoren angemessen ist. Hierbei ist wie folgt vorzugehen:

a) Jedes derart erweiterte Sondervermögen (der Vermögenspool) wird zunächst gebildet, indem ihm Barbestände bzw. (im Rahmen der unten genannten Begrenzungen) sonstige Vermögenswerte aus den gemeinsam verwalteten Sondervermögen übertragen werden. Danach können die Mitglieder des Verwaltungsrats von Zeit zu Zeit weitere Übertragungen auf den Vermögenspool vornehmen. Zudem sind sie auch ermächtigt, Vermögenswerte aus dem Vermögenspool auf ein gemeinsam verwaltetes Sondervermögen zu übertragen, wobei der Anteil des betreffenden Sondervermögens als Obergrenze gilt. Mit Ausnahme von Barbeständen dürfen Vermögenswerte nur dann einem Vermögenspool zugeführt werden, falls dies sich im Hinblick auf den Anlagesektor des Pools rechtfertigt;

b) Die Vermögenswerte des Vermögenspools, auf welche die einzelnen gemeinsam verwalteten Sondervermögen Anrecht haben, sind aufgrund der Zuweisungen und Ausbuchungen von Aktiven innerhalb des betreffenden Sondervermö-

gens sowie der entsprechenden Zuweisungen und Ausbuchungen im Namen der übrigen gemeinsam verwalteten Sondervermögen festzustellen;

c) Dividenden, Zinsen und andere Ausschüttungen, welche Erträge aus den Aktiven des Vermögenspools darstellen, werden unverzüglich den gemeinsam verwalteten Sondervermögen zugeschrieben und zwar im Verhältnis zu deren Rechten an den Aktiven des Vermögenspools im Zeitpunkt des Eingangs.

Art. 22. Zeichnungspreis. Immer wenn die Gesellschaft Aktien zur Zeichnung anbietet, entspricht der Preis, zu dem diese Aktien angeboten und verkauft werden, dem wie oben definierten Nettovermögenswert für die betreffende Aktienklasse, welcher gegebenenfalls gemäss Verwaltungsratsbeschluss um einen Betrag vermehrt wird, der dem Verwaltungsrat eine angemessene Rücklage für Steuern und Belastungen zu sein scheint (einschliesslich Stempelsteuer und sonstiger Abgaben, Steuern, von Regierungen erhobene Gebühren, Maklergebühren, Bankgebühren, Übertragungsgebühren, Kosten für die Eintragung und Zertifizierung sowie vergleichbare Steuern und Gebühren), welcher anfallen würde, wenn sämtliche in die betreffende Bewertung einbezogenen Aktiven der Gesellschaft zu dem für diese Bewertung angenommenen Wert gekauft würden, sowie unter Einbezug sämtlicher Faktoren, welche der Verwaltungsrat als angemessen erachtet. Hinzu kommen die gegebenenfalls in den Verkaufsunterlagen angegebenen Gebühren. Der Preis wird auf die nächste ganze Einheit derjenigen Währung gerundet, in welcher der Nettovermögenswert der betreffenden Aktien berechnet wird, falls der Verwaltungsrat dies beschliesst; es gelten die ebenfalls durch ihn beschlossenen Fristen gemäss den von ihm festgelegten und in den Verkaufsunterlagen veröffentlichten Verfahren. Der so berechnete Zeichnungspreis ist nicht später als sieben Geschäftstage zahlbar oder innerhalb einer kürzeren Frist falls so von Zeit zu Zeit vom Verwaltungsrat festgelegt.

Zudem kann die Gesellschaft im Interesse der Aktionäre bei der Zeichnung Wertpapiere in Zahlung annehmen («Sachleistungen»), falls die angebotenen Wertpapiere der Anlagepolitik und dem betreffenden Subfonds entsprechen. Jeder Erwerb von Aktien gegen Sachleistungen geht in einen Bewertungsbericht ein, der von dem unabhängigen Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft abzufassen ist. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, nach eigenem Ermessen sämtliche bzw. einen Teil der angebotenen Wertpapiere ohne Angabe von Gründen zurückzuweisen. Sämtliche durch diese Sachleistungen verursachten Kosten (einschliesslich der Kosten für den Bewertungsbericht, Maklergebühren, Aufwendungen, Courtagen etc.) gehen zu Lasten des Anlegers.

Im Fall der Ausgabe einer neuen Aktienklasse wird der Erstausgabepreis durch den Verwaltungsrat bestimmt.

Art. 23. Geschäftsjahr. Das Rechnungsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember jedes Kalenderjahres. Die Konten der Gesellschaft werden in Euro ausgedrückt. Falls gemäss Artikel 5 der vorliegenden Satzung verschiedene Aktienklassen bestehen und falls die Konten innerhalb dieser Klassen in anderen Währungen ausgedrückt sind, werden solche Konten in Euro umgewandelt und zusammengerechnet, um so die Konten der Gesellschaft zu bestimmen.

Art. 24. Dividenden. Die Zuweisung des Jahresergebnisses sowie sonstige Ausschüttungen werden durch den Verwaltungsrat der jährlichen Generalversammlung vorgeschlagen und von Letzterer festgelegt.

Jeder Beschluss der jährlichen Generalversammlung der Aktionäre hinsichtlich der Ausschüttung von Dividenden für die einzelnen Aktienklassen ist zusätzlich einem wie oben dargestellten Mehrheitsbeschluss der Aktionäre der betreffenden Aktienklasse zu unterstellen.

Innerhalb der vom Gesetz vorgesehenen Beschränkungen können Zwischenausschüttungen auf Aktien jeder Klasse auf Beschluss des Verwaltungsrats gezahlt werden. Die Zahlung erfolgt zu Lasten der dieser Aktienklasse zugewiesenen Vermögenswerte.

Es darf keine Ausschüttung vorgenommen werden, falls dadurch das Kapital der Gesellschaft unter das gesetzlich vorgeschriebene Mindestkapital fällt. Die festgesetzten Dividenden werden in denjenigen Währungen an denjenigen Orten und zu denjenigen Zeitpunkten bezahlt, welche der Verwaltungsrat festlegt.

Zudem können Dividenden für jede Aktienklasse eine Zuweisung aus einem Ausgleichskonto umfassen, das gegebenenfalls für die betreffende Aktienklasse geführt wird und auf dem in diesem Fall bei der Ausgabe von Aktien Gutschriften bzw. beim Rückkauf von Aktien Belastungen vorgenommen werden. Die Höhe dieser Zuweisung berechnet sich nach dem diesen Aktien zuzuweisenden aufgelaufenen Ertragsanteil.

Art. 25. Depotbank. Die Gesellschaft wird mit einer Bank einen Depotbankenvertrag abschliessen, die den Anforderungen des Gesetzes über gemeinsame Anlagen entspricht (im Folgenden «die Depotbank»). Sämtliche Wertpapiere und Barbestände der Gesellschaft sind durch bzw. im Auftrag der Depotbank zu halten. Diese übernimmt gegenüber der Gesellschaft und den Aktionären die gesetzlich vorgeschriebene Verantwortung.

Falls die Depotbank zurücktreten will, wird der Verwaltungsrat sich nach Möglichkeit bemühen, ein anderes Finanzinstitut zu finden, welches die Funktion der Depotbank übernimmt. Daraufhin wird der Verwaltungsrat dieses Institut als Depotbank anstelle der zurücktretenden Depotbank bestellen. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, die Depotbank abzusetzen; die Depotbank darf aber ihres Amtes erst enthoben werden, wenn ein Nachfolger und Stellvertreter gemäss vorliegender Bestimmung bestellt wurde.

Art. 26. Auflösung. Bei Auflösung der Gesellschaft wird deren Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt. Liquidatoren können natürliche oder juristische Personen sein; sie werden von der Versammlung der Aktionäre ernannt, welche die Auflösung vornimmt, und welche deren Befugnisse und Honorare gemäss Luxemburger Recht festsetzt.

Der auf jede Aktienklasse entfallende Nettoerlös aus der Liquidation wird durch den Liquidator den Aktionären jeder Klasse im Verhältnis zu ihrer Position in der betreffenden Klasse zugewiesen.

Die Liquidation eines Subfonds durch zwangsweisen Rückkauf der Aktien muss aufgrund eines Beschlusses des Verwaltungsrates durchgeführt werden, falls diese Liquidation im Interesse der Aktionäre erachtet wird.

Des Weiteren ist die Liquidation eines Subfonds durch zwangsweisen Rückkauf der Aktien in folgenden Fällen zulässig:

1. aufgrund eines Beschlusses des Verwaltungsrates, wenn der Gesamtnettovermögenswert des betroffenen Subfonds unter zehn (10) Millionen Euro oder dem entsprechenden Betrag in einer anderen Währung liegt oder;
2. aufgrund eines Beschlusses einer Versammlung der Aktionäre des betreffenden Subfonds. Die Anforderungen an das Quorum bzw. die Mehrheitsverhältnisse gemäss Luxemburger Gesetz hinsichtlich Anpassungen der Satzung gelten auch für diese Versammlungen.

In diesem Zusammenhang ist die Gesellschaft ermächtigt, nach einer Anzeigefrist an die Aktionäre von dreissig Tagen einen zwangsweisen Rückkauf aller Aktien der betreffenden Klasse vorzunehmen. Dieser erfolgt zum Nettovermögenswert (unter Einbezug der tatsächlichen, bei Auflösung der Anlagen erzielten Preise und der entsprechenden Kosten) an demjenigen Berechnungstag, an welchem dieser Beschluss in Kraft tritt.

Besitzer von Namensaktien sind schriftlich zu benachrichtigen. Die Gesellschaft wird Besitzer von Inhaberaktien durch Veröffentlichung eines Rücknahmebescheides in den vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Zeitungen benachrichtigen, es sei denn, sämtliche Aktionäre und ihre Adressen seien der Gesellschaft bekannt.

Unbeschadet der Befugnisse des Verwaltungsrates, kann die Generalversammlung der Aktionäre einer bestimmten Klasse in Übereinstimmung mit den Bestimmungen zu Quorum und Mehrheitsverhältnissen gemäss Artikel 11 der vorliegenden Satzung beschliessen, das Kapital der Gesellschaft durch Annullierung sämtlicher Aktien der betreffenden Klasse herabzusetzen und den Inhabern der betreffenden Aktien am Ausschüttungsdatum die entsprechenden Erlöse auszuschiütten. Der Verwaltungsrat bzw. die Generalversammlung der Aktionäre eines Subfonds kann auch beschliessen, die Aktiva dieses Subfonds einem anderen bestehenden Subfonds zuzuweisen oder den betreffenden Subfonds in einen anderen luxemburgischen Teil I Organismus für gemeinsame Anlagen gegen Ausgabe von Aktien bzw. Anteilen des Letzteren einzubringen, welche an die Besitzer der Aktien des vorgenannten Subfonds auszugeben sind.

Ein solcher Beschluss wird durch die Gesellschaft veröffentlicht; die Veröffentlichung hat Informationen über die neuen Aktienklassen bzw. den betreffenden Organismus für gemeinsame Anlagen zu beinhalten.

Diese Veröffentlichung erfolgt einen Monat vor dem Datum, an dem die Zusammenlegung oder Fusion in Kraft tritt, damit die Aktionäre der betreffenden Aktienklasse(n) vorab den Rückkauf ihrer Aktien ohne Kostenfolge, mit Ausnahme etwaiger bei Rücknahme fällig werdender Verkaufsgebühren, verlangen können.

Es gibt keine Quorumvorschriften für eine Generalversammlung, welche die Zusammenlegung von mehreren Aktienklassen innerhalb der Gesellschaft beschliesst; Beschlüsse in diesem Zusammenhang werden durch einfache Mehrheit der an dieser Versammlung vertretenen Aktien getroffen.

Beschlüsse auf der Tagesordnung einer Generalversammlung hinsichtlich der Einbringung eines Sondervermögens aus Aktiven und Passiven in einen anderen Organismus für gemeinsame Anlagen unterliegen den Anforderungen an Quorum und Mehrheitsverhältnisse gemäss Artikel 11 der vorliegenden Satzung.

Falls eine Zusammenlegung mit einem Anlagefonds («fonds commun de placement») bzw. einem im Ausland ansässigen Organismus für gemeinsame Anlagen geplant ist, ist der entsprechende Beschluss nur bindend für diejenigen Aktionäre, welche diesem Vorschlag zugestimmt haben.

Art. 27. Satzungänderung. Die vorliegende Satzung kann von Zeit zu Zeit durch eine Generalversammlung der Aktionäre unter Beachtung der Vorschriften des Luxemburger Rechts über Quorum und Abstimmungen geändert werden. Eine Änderung, welche die Rechte der Aktionäre einer Klasse gegenüber Aktionären anderer Klassen beeinträchtigt, ist ausserdem von Versammlungen der Aktionäre der betroffenen Klasse unter Beachtung dieser Quorum- und Mehrheitserfordernisse zu genehmigen.

Art. 28. Verschiedenes. Sämtliche nicht von der vorliegenden Satzung abgedeckten Punkte sind gemäss Teil I des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen sowie nach dem Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften und den entsprechenden Ergänzungen festzusetzen.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt mit dem Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2006.

Die jährliche Generalversammlung wird zum ersten Mal an demjenigen Tag, Zeitpunkt und Ort des Jahres 2007 abgehalten, der in der vorliegenden Satzung genannt ist.

Verifizierung

Der die vorliegende Urkunde ausfertigende Notar erklärt, dass die in Artikel 26 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 aufgezählten Bedingungen erfüllt sind und bezeugt diese Erfüllung ausdrücklich.

Vierter Beschluss

Die Generalversammlung stellt fest, dass aus den Anteilen an dem «Fonds Commun de Placement» DBV-WIN FUND, Aktien ohne Nennwert der Gesellschaft entstanden sind.

Die Anteile des Fonds Commun de Placement bzw. der jeweiligen Teilfonds, deren Eigentum ausschliesslich durch eine Gutschrift auf ein Wertpapierkonto nachgewiesen ist, werden entsprechend in Aktien der Gesellschaft bzw. des entsprechenden Subfonds und der entsprechenden Aktienklasse der Gesellschaft umgewandelt, deren Eigentum durch eine Depotbestätigung oder eine Eintragung im Aktionärsregister nachgewiesen ist.

Fünfter Beschluss

Die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder wird auf drei festgelegt und die Generalversammlung bestellt als Verwaltungsratsmitglieder:

- Herrn Dr. Paul Verhoeven, stellvertretendes Mitglied des Vorstandes der DBV-WINTERTHUR VERSICHERUNGS-GESELLSCHAFT, Wiesbaden, geboren in Dienslaken, Deutschland, am 17. März 1957, mit Geschäftsadresse in Frankfurter Strasse 50, Frankfurt am Main, und ernannt diesen zum Vorsitzenden des Verwaltungsrats;

- Herrn Raymond Melchers, Vice-Chairman des Verwaltungsrates der CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT FUND SERVICE (LUXEMBOURG) S.A., geboren in Bech, Luxemburg, am 6. Dezember 1937, mit Geschäftsadresse in 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxemburg, und ernannt diesen zum stellvertretenden Vorsitzenden des Verwaltungsrats; und

- Herrn Peter Nies, Head of Equities im Ressort Kapitalanlagen der DBV-WINTERTHUR VERSICHERUNGEN, Wiesbaden, geboren in Kassel, Deutschland, am 4. Juli 1961, mit Geschäftsadresse in Wiesbaden, Frankfurter Strasse 50, 65178 Wiesbaden, und ernannt diesen zum Verwaltungsratsmitglied des Verwaltungsrats.

Das Mandat der Verwaltungsratsmitglieder endet nach Abschluss der Generalversammlung, die über den Abschluss des Geschäftsjahres 2007 befinden wird.

Sechster Beschluss

Die Zahl der Wirtschaftsprüfer wird auf einen festgelegt und die Generalversammlung beschliesst, ERNST & YOUNG, Société Anonyme, mit Sitz in Munsbach, Parc d'Activité Syrdall, 7, L-5365 Munsbach, Luxemburg, eingetragen im Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B 47.771, als unabhängigen Wirtschaftsprüfer zu bestellen. Sein Mandat erlischt mit der für 2007 vorgesehenen jährlichen Generalversammlung.

Siebter Beschluss

Der eingetragene Geschäftssitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg, 5, rue Jean Monnet, 2180 Luxemburg.

Achter Beschluss

Die Generalversammlung hat weiterhin beschlossen dem Verwaltungsrat des DBV-WIN FUND Vollmacht zu erteilen, mit Substitutionsrecht, alle erforderlichen Schritte zu unternehmen und Dokumente zu unterschreiben, welche für die Umsetzung der vorerwähnten Beschlüsse notwendig sind.

Sämtliche vorstehenden Beschlüsse wurden durch Einstimmigkeit der durch Anwesenheit oder Vertretung abgegebenen Stimmen sowie mit jeweiliger Zustimmung der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank getroffen.

Kosten

Die von der Gesellschaft zu tragenden Kosten werden auf dreitausendfünfhundert Euro (EUR 3.500,-) veranschlagt.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie anfangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehendem an die Erschienenen, welche dem unterzeichneten Notar nach Namen, Zivilstand und Wohnort bekannt sind, haben dieselben gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: J. Siebenaller, M. Smiltins, D. Breger, P. Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, le 8 septembre 2006, vol. 155S, fol. 36, case 2. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Für gleichlautende Kopie, ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, den 20. September 2006.

P. Bettingen.

(102451.4/202/798) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2006.

SOLMA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6162 Bourglinster, 8, rue du Château.

R. C. Luxembourg B 48.280.

Extrait des décisions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires tenue à Bourglinster le 7 février 2006 à 11h30 heures

1) L'assemblée révoque le commissaire actuel, la société EUROPEAN AUDIT, S.à r.l. (R.C. B 50.956) avec effet au 31 décembre 2005.

2) L'assemblée nomme la société GEFCO S.A. (R.C. B 44.091), avec siège social à Aizingen, L-5836, 6, rue Nicolas Wester, nouveau commissaire au compte jusqu'au 18 décembre 2008.

3) L'assemblée révoque l'administrateur M. Von Ketelhodt Alhard avec effet au 31 décembre 2005.

4) L'assemblée nomme M. Hilbert Marc, né le 28 novembre 1959 à Luxembourg, demeurant au 3, Montée St Hubert, L-8387 Koerich, nouvel administrateur jusqu'au 18 décembre 2008.

Fait à Bourglinster, le 11 février 2006.

Pour extrait conforme

Pour la société

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 25 août 2006, réf. LSO-BT07645. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(101398.3//21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

99910

REALBAU S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 61.911.

Le bilan au 31 décembre 2005 dûment approuvé, enregistré à Luxembourg, le 21 septembre 2006, réf. LSO-BU04991, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

REALBAU S.A.

Signature

(101336.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

EPP SURESNES CURIE HOLDINGS (LUX), S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.
R. C. Luxembourg B 105.391.

Extrait d'acte de cession de parts sociales sous seings privés

En vertu d'un acte sous seings privés signé le 12 janvier 2006, la société EUROPEAN PROPERTY PARTNERS IX L.L.C., ayant son siège social à Corporation Service Company, 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware, USA, a cédé à la société FRS CONSEILS, S.à r.l., ayant son siège social au 8, rue de Berri, 75008 Paris, 2 (deux) parts sociales de la société EPP SURESNES CURIE HOLDINGS (LUX), S.à r.l.

Pour extrait conforme

EPP SURESNES CURIE HOLDINGS (LUX), S.à r.l.

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 15 septembre 2006, réf. LSO-BU03789. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(101385.3//16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

SHAWPARK INVESTMENTS B.V., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 18.150,-.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R. C. Luxembourg B 90.357.

Les Gérants, Fabio Mazzoni et Joseph Mayor, ont transféré leur adresse professionnelle au 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg.

Pour extrait

Pour la société

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 14 septembre 2006, réf. LSO-BU03453. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(101403.3//14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

HPFI FINANCE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 15.000,-.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R. C. Luxembourg B 115.070.

RECTIFICATIF

Le Conseil de Gérance de la société confirme par le présent communiqué l'orthographe suivante du nom d'un de ses gérants, à savoir Monsieur Paul Woodbury, et non Woodburry, comme mentionné précédemment de manière erronée.

Le Conseil de Gérance a, en outre, été informé du changement d'adresse de ce dernier, à savoir: Garden Flat, 23 Clifton Gardens, Londres W9 1AR, Grande-Bretagne.

Luxembourg, le 4 septembre 2006.

Pour la société

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 14 septembre 2006, réf. LSO-BU03450. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(101414.3//17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

COMMERZBANK AKTIENGESELLSCHAFT, FILIALE LUXEMBURG

Gesellschaftssitz: L-2540 Luxembourg, 25, rue Edward Steichen.
H. R. Luxembourg B 119.317.

—
Eröffnung einer Niederlassung

Adresse: 25, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg.

Die COMMERZBANK AKTIENGESELLSCHAFT, eine Aktiengesellschaft deutschen Rechts mit Sitz in Frankfurt am Main, eingetragen im Handelsregister B des Amtsgerichtes Frankfurt am Main unter der Nummer HRB 32000, hat durch Beschluss des Gesamtvorstandes, bestehend aus den Herren Martin Blessing, geboren am 6. Juli 1963 in Bremen, Wolfgang Hartmann, geboren am 16. August 1949 in Offenbach, Dr. Achim Kassow, geboren am 6. Juli 1966 in Hannover, Bernd Knobloch, geboren am 20. November 1951 in München, Klaus-Peter Müller, geboren am 16. September 1944 in Duppach, Klaus M. Patig, geboren am 5. Januar 1944 in Prag, Dr. Eric Strutz, geboren am 13. Dezember 1964 in Mainz, Nicholas Teller, geboren am 16. Juni 1959 in London, alle mit beruflicher Adresse COMMERZBANK AG, Kaiserplatz, D-60311, Frankfurt/Main in der Sitzung vom 7. Februar 2006 beschlossen, eine Filiale in Luxemburg zu errichten.

Die Filiale firmiert unter der Bezeichnung COMMERZBANK AKTIENGESELLSCHAFT, FILIALE LUXEMBURG.

Die Filiale wird geleitet durch:

Herrn Fred-Jörg Grunow, geboren am 29. Oktober 1952 in Soltau, berufliche Adresse COMMERZBANK AG Kaiserplatz, D-60311, Frankfurt/Main und

Herrn Bernd Holzenthal, geboren am 10. September 1951 in Iserlohn, berufliche Adresse 25, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg.

Die rechtsverbindliche Zeichnung der Filiale erfolgt durch gemeinschaftliche Unterschrift der Leiter oder durch gemeinschaftliche Unterschrift zweier Zeichnungsberechtigten.

Zur Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Für die Richtigkeit

Dr. B. Weber

Justitiar

Enregistré à Luxembourg, le 22 septembre 2006, réf. LSO-BU05201. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(101396.3//35) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

ECB INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 109.763.

—
Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 19 septembre 2006, réf. LSO-BU04216, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

WILSON ASSOCIATES

Signature

(101446.3//11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

GLOBAL PAINTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 118.865.

—
Extrait des décisions prises lors du conseil d'administration tenue le 7 août 2006

Première résolution

Le conseil d'administration décide de nommer Monsieur Philippe Vanderhoven, résidant professionnellement au 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, au poste d'Administrateur-Délégué de la Société avec effet immédiat.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2011.

Pour extrait

Pour la société

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 14 septembre 2006, réf. LSO-BU03449. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(101418.3//16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

RIGEL S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-8070 Bertrange, 10B, Zone Industrielle Bourmicht.
R. C. Luxembourg B 119.456.

STATUTES

In the year two thousand and six, on the eighth day in the month of September.
Before Us, Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

1.- TIMBER VENTURES LTD, a company incorporated and existing under the laws of the British Virgin Islands, established and having its registered office at P.O. Box 3152, Omc Chambers, Road Town, Tortola (The British Virgin Islands);

2.- PROCEDIA, S.à r.l., a company incorporated and existing under Luxembourg law, established and having its registered office at 3, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg;

both companies are here represented by:

Mr Fabien Rossignol, lawyer, residing professionally at 10B, Zone Industrielle Bourmicht, L-8070 Bertrange, by virtue of two (2) proxies given in Luxembourg, on 28 August 2006.

The prementioned proxies, after having been signed *ne varietur* by the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing person, acting in his here above stated capacities, has drawn up the following articles of a joint stock company (*société anonyme*) which the prenamed parties intend to organize among themselves.

Name - Registered office - Duration - Object - Capital

Art. 1. There is hereafter formed a Luxembourg joint stock company «*société anonyme*» under the name of RIGEL S.A.

Art. 2. The registered office is in Bertrange.

The company may establish branches, subsidiaries, agencies or administrative offices in the Grand Duchy of Luxembourg as well as in foreign countries by a simple decision of the board of directors.

Without any prejudice of the general rules of law governing the termination of contracts, in case the registered office of the company has been determined by contract with third parties, the registered offices may be transferred to any other place within the municipality of the registered office, by a simple decision of the board of directors. The registered office may be transferred to any other municipality of the Grand Duchy of Luxembourg by a decision of the shareholders' meeting.

If extraordinary events of a political, economic or social character, likely to impair normal activity at the registered office or the easy communication between that office and foreign countries shall occur, or shall be imminent, the registered office may be provisionally transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measure shall, however, have no effect on the nationality of the company which, notwithstanding the provisional transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

One of the executive organs of the company, which has powers to commit the company for acts of daily management, shall make this declaration of transfer of the registered office and inform third parties.

Art. 3. The company is established for an unlimited period.

Art. 4. The purposes for which the company is formed are all transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any enterprises in whatever form, as well as the administration, the management, the control and the development of such participations.

The company may also manage and develop its own real estate.

The company may particularly use its funds for the setting-up, the management, the development and the disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, participate in the creation, the development and the control of any enterprise, acquire by way of contribution, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatever, any type of securities and patents, realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, have developed these securities and patents, grant to the companies in which it has participating interests any support, loans, advances or guarantees.

In general, the company may take any measure to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its purposes and which are liable to promote their development or extension.

Furthermore the company shall have all powers necessary to the accomplishment or the development of its object, within the limits of all activities permitted to a «*Société de Participations Financières*».

Art. 5. The subscribed capital of the company is fixed at fifty thousand Euro (50,000.- EUR) divided into five thousand (5,000) shares with a par value of ten Euro (10.- EUR) per share.

The shares are in registered or bearer form, at the option of the shareholders, subject to the restriction foreseen by law.

The company may, to the extent and under the terms permitted by law, redeem its own shares.

The subscribed capital of the company may be increased or reduced by a decision of the general meeting of shareholders voting with the same quorum as for the amendment of the articles of incorporation.

Board of directors and statutory auditors

Art. 6. The company is administered by a board of not less than three members, shareholders or not, who are elected for a term which may not exceed six years by the general meeting of shareholders and who can be dismissed at any time by the general meeting.

If the post of a director elected by the general meeting becomes vacant, the remaining directors thus elected, may provisionally fill the vacancy. In this case, the next general meeting will proceed to the final election.

Art. 7. The board of directors chooses among its members a chairman. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by one of the directors present at the meeting designated to that effect by the board.

The meetings of the board of directors are convened by the chairman or by any two directors.

The board can only validly debate and take decisions if the majority of its members is present or represented, proxies between directors being permitted with the restriction that a director can only represent one of his colleagues.

The directors may cast their vote on the points of the agenda by letter, telegram, telefax or email, confirmed by letter.

Written resolutions approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the directors' meetings.

Art. 8. Decisions of the board are taken by an absolute majority of the votes cast.

Art. 9. The minutes of the meetings of the board of directors shall be signed by all the directors having assisted at the debates.

Copies or extracts shall be certified conform by one director or by a proxy.

Art. 10. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the company's interest. All powers not expressly reserved to the general shareholders' meeting by the law of August 10th, 1915, as subsequently modified, or by the present articles of incorporation of the company, fall within the competence of the board of directors.

Art. 11. The board of directors may delegate all or part of its powers concerning the daily management to members of the board or to third persons who need not be shareholders of the company. The delegation to a member of the board is subject to a previous authorization of the general meeting of shareholders.

The first person(s) to whom the daily management of the company is delegated to, may be elected at the first general meeting of shareholders.

Art. 12. Towards third parties, the company is in all circumstances committed either by the joint signatures of two directors or by the individual signature of the delegate of the board acting within the limits of his powers.

Art. 13. The company is supervised by one or several statutory auditors, shareholders or not, who are appointed by the general meeting, which determines their number and their remuneration, and who can be dismissed at any time.

The term of the mandate of the statutory auditor(s) is fixed by the general meeting of shareholders for a period not exceeding six years.

General meeting

Art. 14. The general meeting represents the whole body of shareholders. It has the most extensive powers to carry out or ratify such acts as may concern the corporation. The convening notices are made in the form and delays prescribed by law.

Art. 15. The annual general meeting will be held in the municipality of the registered office at the place specified in the convening notice on the fourth Monday in the month of May of each year at 2.00 p.m.

If such day is a public holiday, the general meeting will be held on the next following business day.

Art. 16. The directors or the auditor(s) may convene an extraordinary general meeting. It must be convened at the written request of shareholders representing twenty percent of the company's share capital.

Art. 17. Each share entitles to the casting of one vote. The company will recognize only one holder for each share; in case a share is held by more than one person, the company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as sole owner in relation to the company.

Business year - Distribution of profits

Art. 18. The business year begins on January 1st and ends on December 31st of each year.

The board of directors draws up the annual accounts according to the legal requirements.

It submits these documents with a report of the company's activities to the statutory auditor(s) at least one month before the statutory general meeting.

Art. 19. At least five percent of the net profit for the financial year have to be allocated to the legal reserve fund. Such contribution will cease to be compulsory when the reserve fund reaches ten percent of the subscribed capital.

The remaining balance of the net profit is at the disposal of the general meeting.

Advances on dividends may be paid by the board of directors in compliance with the legal requirements.

The general meeting can decide to assign profits and distributable reserves to the amortization of the capital, without reducing the corporate capital.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. The company may be dissolved by a decision of the general meeting voting with the same quorum as for the amendment of the articles of incorporation.

Should the company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, legal or physical persons, appointed by the general meeting which will specify their powers and remunerations.

General dispositions

Art. 21. The law of August 10th, 1915 on Commercial Companies as subsequently amended shall apply in so far as these articles of incorporation do not provide for the contrary.

Transitory dispositions

The first financial year begins on the date of incorporation of the company and ends on 31 December 2006.

The first annual general meeting shall be held in 2007.

The first directors and the first auditor(s) are elected by the extraordinary general shareholders' meeting that shall take place immediately after the incorporation of the company.

Subscription and payment

The five thousand (5,000) shares have been subscribed to as follows:

1.- TIMBER VENTURES LTD, prenamed, four thousand nine hundred and ninety-nine	4,999
2.- PROCEDIA, S.à r.l., prenamed, one share	<u>1</u>
Total: five thousand shares.	5,000

The subscribed shares have been entirely paid up in cash, so that the company has now at its disposal the sum of fifty thousand Euro (50,000.- EUR) as was certified to the undersigned notary, who expressly states this.

Verification

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed in art. 26 of the law on commercial companies of August 10th, 1915 as subsequently amended have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Expenses

The amount of the expenses for which the company is liable as a result of its formation is approximately fixed at two thousand Euro.

Extraordinary general meeting

The above-named parties, acting in the here above stated capacities, representing the whole of the subscribed capital, considering themselves to be duly convened, then held an extraordinary general meeting and unanimously passed the following resolutions:

First resolution

The number of directors is fixed at three (3).

The following have been elected as directors, their mandate expiring at the annual general meeting of 2012:

- 1.- PROCEDIA, S.à r.l., a «société à responsabilité limitée», existing under Luxembourg law, with registered office at 3, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B numéro 97.164);
- 2.- CRITERIA, S.à r.l., a «société à responsabilité limitée», existing under Luxembourg law, with registered office at 3, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B numéro 97.199);
- 3.- Mr Gabriel Jean, lawyer, born in Arlon (Belgium), on 5 April 1967, residing professionally at 10B, Zone Industrielle Bourmicht, L-8070 Bertrange.

Second resolution

The number of statutory auditors is fixed at one (1).

The following has been appointed as statutory auditor, his mandate expiring at the annual general meeting of 2012: the company MARBLEDEAL LIMITED, a company existing under the laws of the United Kingdom, established and having its registered office at 41 Chalton Street, GB-Londres NW1 1JD (United Kingdom).

Third resolution

The company's registered office is located at 10B, Zone Industrielle Bourmicht, L-8070 Bertrange.

Fourth resolution

Pursuant to the powers conferred to the general meeting of shareholders by article eleven (11) of the Articles of Incorporation, the general meeting appoints as first managing director (administrateur-délégué) of the company, Mr Gabriel Jean, prenamed, who is allowed to engage the company by his individual signature, in relation to the daily management of the company, including all bank transactions.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Bertrange, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary, by his surname, Christian name, civil status and residence, the said person appearing signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille six, le huitième jour du mois de septembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg).

Ont comparu:

1.- TIMBER VENTURES LTD, une société constituée et existant sous les lois des Iles Vierges Britanniques, établie et ayant son siège social à P.O. Box 3152, Omc Chambers, Road Town, Tortola (Iles Vierges Britanniques);

2.- PROCEDIA, S.à r.l., une société à responsabilité constituée et existant sous le droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social au 3, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg;

les deux sociétés sont ici représentées par:

Monsieur Fabien Rossignol, juriste, demeurant professionnellement au 10B, Zone Industrielle Bourmicht, L-8070 Bertrange,

en vertu de deux (2) procurations données à Luxembourg, le 28 août 2006.

Lesquelles procurations, après avoir été signées ne varietur par la personne comparante et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisées avec lui.

Laquelle personne comparante, agissant en sa susdite qualité, a requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société anonyme que les parties prémentionnées déclarent constituer entre elles et dont elles ont arrêté les statuts comme suit:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société anonyme luxembourgeoise sous la dénomination de RIGEL S.A.

Art. 2. Le siège de la société est établi à Bertrange.

Par simple décision du conseil d'administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège. Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La société est établie pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La société a encore pour objet la gestion et la mise en valeur de son propre patrimoine immobilier.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent à son objet ou qui le favorisent.

La société aura tous pouvoirs nécessaires à l'accomplissement ou au développement de son objet, dans le cadre de toutes activités permises à une Société de Participations Financières.

Art. 5. Le capital souscrit est fixé à cinquante mille euros (50.000,- EUR) divisé en cinq mille (5.000) actions d'une valeur nominale de dix euros (10,- EUR) par action.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire, sous réserve des restrictions prévues par la loi.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

Administration - Surveillance

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans par l'assemblée générale des actionnaires et toujours révocables par elle.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents, le remplace.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, télégramme, télécopie ou e-mail, ces trois derniers étant à confirmer par écrit.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Art. 8. Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue des membres présents ou représentés.

Art. 9. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances.

Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

Art. 10. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale.

Art. 11. Le conseil d'administration pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires de la société. La délégation à un administrateur est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

La (Les) première(s) personne(s) à qui sera (seront) déléguée(s) la gestion journalière peut (peuvent) être nommée(s) par la première assemblée générale des actionnaires.

Art. 12. Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs ou par la signature individuelle d'un délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs.

Art. 13. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et leur rémunération.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant dépasser six années.

Assemblée générale

Art. 14. L'assemblée générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales. Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Art. 15. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le quatrième lundi du mois de mai de chaque année à 14.00 heures.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 16. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration ou par le(s) commissaire(s). Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.

Art. 17. Chaque action donne droit à une voix.

La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. Si une action de la société est détenue par plusieurs propriétaires en propriété indivise, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 18. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Le conseil d'administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les activités de la société un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au(x) commissaire(s).

Art. 19. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé cinq pour cent au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommées par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs.

Disposition générale

Art. 21. La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et se termine le 31 décembre 2006.

La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2007.

Les premiers administrateurs et le(s) premier(s) commissaire(s) sont élus par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires suivant immédiatement la constitution de la société.

Souscription et paiement

Les cinq mille (5.000) actions ont été souscrites comme suit par:

1.- TIMBER VENTURES LTD S.A., prédésignée, quatre mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf actions	4.999
2.- PROCEDIA, S.à r.l., prédésignée, une action.	1
Total: cinq mille actions	5.000

Les actions ainsi souscrites ont été intégralement libérées par des versements en numéraire, de sorte que la somme de cinquante mille euros (50.000,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société.

La preuve de tous ces paiements a été donnée au notaire soussigné qui le reconnaît expressément.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Frais

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef de sa constitution à environ deux mille euros.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants, ès qualités qu'ils agissent, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ont à l'unanimité des voix, pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre d'administrateurs est fixé à trois (3).

Sont appelés aux fonctions d'administrateurs, leur mandat expirant à l'assemblée générale annuelle statutaire de 2012:

- 1.- PROCEDIA, S.à r.l., une société à responsabilité limitée, avec siège social au 3, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B numéro 97.164);
- 2.- CRITERIA, S.à r.l., une société à responsabilité limitée, avec siège social au 3, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B numéro 97.199);
- 3.- Monsieur Gabriel Jean, juriste, né à Arlon (Belgique), le 5 avril 1967, demeurant professionnellement au 10B, Zone Industrielle Bourmicht, L-8070 Bertrange.

Deuxième résolution

Est appelée aux fonctions de commissaire aux comptes, son mandat expirant à l'assemblée générale annuelle statutaire de 2012:

la société MARBLEDEAL LIMITED, une société de droit anglais, établie et ayant son siège social au 41 Chalton Street, GB-Londres NW1 1JD (Royaume-Uni).

Troisième résolution

Le siège social de la société est fixé au 10B, Zone Industrielle Bourmicht, L-8070 Bertrange.

Quatrième résolution

Faisant usage de la faculté offerte par l'article onze (11) des statuts, l'assemblée nomme en qualité de premier administrateur-délégué de la société, Monsieur Gabriel Jean, prénommé, lequel pourra engager la société sous sa signature individuelle, dans le cadre de la gestion journalière dans son sens le plus large, y compris toutes opérations bancaires.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la personne comparante les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française; à la requête de la même personne et en cas de divergences entre les texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, passé à Bertrange, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, la personne comparante prémentionnée a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: F. Rossignol, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 13 septembre 2006, vol. 907, fol. 10, case 5. – Reçu 500 euros.

Le Receveur (signé): Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 15 septembre 2006.

J.-J. Wagner.

(102650.3/239/346) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2006.

EAST END S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 22, avenue de la Liberté.

R. C. Luxembourg B 36.332.

Le bilan au 31 décembre 2003 et les documents y relatifs, enregistrés à Luxembourg, le 20 septembre 2006, réf. LSO-BU04691, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 septembre 2006.

Signature.

(101720.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

**SAILING EAST S.A., Société Anonyme,
(anc. MIRKO CAPITAL FINANCE S.A.).**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 32, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 44.768.

—
Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire du 6 juin 2006

L'Assemblée appelle aux fonctions d'administrateur Monsieur Enzo Liotino, 32, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, Monsieur Gilbert Divine, 32, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg et Monsieur Raul Marques, 32, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg en remplacement de Monsieur Aloyse Scherer, 16, rue Dante, L-1412 Luxembourg. Leurs mandats prendront fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2009.

L'Assemblée nomme aux fonctions de Commissaire aux comptes la société FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG S.A. pour une période de quatre ans. Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2009.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 7 septembre 2006, réf. LSO-BU01696. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(101407.3//19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

LAGO INVEST S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R. C. Luxembourg B 109.901.

—
Extrait des décisions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 31 août 2006
Première résolution

L'Assemblée accepte la démission de Monsieur Alain Heinz de son poste d'administrateur de la société avec effet au 5 septembre 2005.

Deuxième résolution

L'Assemblée nomme Monsieur Christophe Davezac, demeurant professionnellement au 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, au poste d'administrateur de la société avec effet au 5 septembre 2005.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2009.

Pour extrait

Pour la société

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 14 septembre 2006, réf. LSO-BU03447. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(101421.3//19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

LAURA PUCCI, Société Anonyme.

Siège social: L-2670 Luxembourg, 21, boulevard de Verdun.
R. C. Luxembourg B 88.067.

—
Extrait de résolution de l'assemblée générale ordinaire du 9 mai 2006
Première résolution

L'Assemblée accepte la démission du commissaire aux comptes à savoir:

- M. Koeune Claude, réviseur d'entreprises, demeurant à L-1220 Luxembourg 246, rue de Beggen, et ceci avec effet immédiat.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de nommer comme nouveau commissaire aux comptes:

- La société à responsabilité limitée SOCIETE LUXEMBOURGEOISE DE REVISION, S.à r.l. avec siège social à L-1220 Luxembourg, 246, rue de Beggen, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 26.096.

Le commissaire aux comptes est nommé jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui sera tenue en l'an 2008.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour la séance est levée.

F. Weisgerber

Administrateur-délégué

Enregistré à Luxembourg, le 8 septembre 2006, réf. LSO-BU01870. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(101761.3//22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

PRECORDIA, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,-.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R. C. Luxembourg B 108.444.

*Extrait des décisions prises lors de la réunion du conseil d'administration tenue le 25 août 2006**Première résolution*

La démission de WOOD, APPLETON, OLIVER AUDIT, S.à r.l. de son poste de Réviseur d'Entreprise de la société est acceptée avec effet immédiat.

Seconde résolution

EWA REVISION S.A., ayant son siège social au 36, route de Longwy, L-8080 Bertrange, est nommée au poste de Réviseur d'Entreprises pour une durée de trois ans avec effet immédiat.

Pour extrait

Pour la société

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 14 septembre 2006, réf. LSO-BU03439. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(101435.3//19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

VILLA LAGO HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R. C. Luxembourg B 103.870.

Le Conseil d'Administration déclare avoir été informé par le commissaire de la société, à savoir la société à responsabilité limitée WOOD, APPLETON, OLIVER, EXPERTS-COMPTABLES, S.à r.l., du transfert de son siège social au 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, et ce depuis le 24 avril 2006.

Luxembourg, le 18 août 2006.

Pour le Conseil d'Administration

Ph. Vanderhoven / J. van Oort

Administrateur / Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 14 septembre 2006, réf. LSO-BU03443. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(101437.3//15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

HYDRATEC S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.

R. C. Luxembourg B 39.177.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue au siège social en date du 25 juillet 2006

Les mandats de Francis Gehl, administrateur-délégué, Gérard Fabbri et Christian-Jacques Vernazza et Jacques Fabbri, administrateurs, et le mandat de KLOPP & BOUR CONSEILS S.A., commissaire aux comptes, sont reconduits pour une période de six années jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2012.

Par conséquent, le Conseil d'Administration en fonction jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2012 se compose comme suit:

- Francis Gehl, demeurant au 28, rue du Colombier, F-57300 Tremery, administrateur-délégué,
- Gérard Fabbri, demeurant au 11, rue Principale, F-57117 Noisseville,
- Christian-Jacques Vernazza, demeurant au 136, rue du Commandant Rolland, F-13008 Marseille,
- Jacques Fabbri, demeurant au 31, rue du Val de Metz, F-57640 Vigy.

Le commissaire aux comptes nommé jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2012 est:

- La société KLOPP & BOUR CONSEILS S.A., ayant son siège social au 3A, rue G. Kroll, L-1882 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

HYDRATEC S.A.

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 4 septembre 2006, réf. LSO-BU00382. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(101661.3//25) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

LEKNICA INVESTMENTS HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.
R. C. Luxembourg B 105.822.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue au siège social en date du 31 juillet 2006

Les mandats de Marc Muller, Pascale Loewen et Jean-Marc Faber, administrateurs, et le mandat de KLOPP & BOUR CONSEILS S.A., commissaire aux comptes, sont reconduits pour une période de six années jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2012.

Par conséquent, le Conseil d'Administration en fonction jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2012 se compose comme suit:

- Marc Muller, expert comptable, demeurant professionnellement au 3A, rue G. Kroll, L-1882 Luxembourg,
- Pascale Loewen, employée privée, demeurant professionnellement au 3A, rue G. Kroll, L-1882 Luxembourg,
- Jean-Marc Faber, expert comptable, demeurant professionnellement au 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg.

Le commissaire aux comptes nommé jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2012 est:

- La société KLOPP & BOUR CONSEILS S.A., ayant son siège social au 3A, rue G. Kroll, L-1882 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

LEKNICA INVESTMENTS HOLDING S.A.

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 4 septembre 2006, réf. LSO-BU00371. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(101487.3//24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

EUROSAPIENCE ADVISORY S.A. HOLDING, Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.
R. C. Luxembourg B 109.995.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue au siège social en date du 31 juillet 2006

Les mandats de Marc Muller, Pascale Loewen et Jean-Marc Faber, administrateurs, et le mandat de KLOPP & BOUR CONSEILS S.A., commissaire aux comptes, sont reconduits pour une période de six années jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2012.

Par conséquent, le Conseil d'Administration en fonction jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2012 se compose comme suit:

- Marc Muller, expert comptable, demeurant professionnellement au 3A, rue G. Kroll, L-1882 Luxembourg,
- Pascale Loewen, employée privée, demeurant professionnellement au 3A, rue G. Kroll, L-1882 Luxembourg,
- Jean-Marc Faber, expert comptable, demeurant professionnellement au 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg.

Le commissaire aux comptes nommé jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2012 est:

- La société KLOPP & BOUR CONSEILS S.A., ayant son siège social au 3A, rue G. Kroll, L-1882 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

EUROSAPIENCE ADVISORY S.A. HOLDING

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 4 septembre 2006, réf. LSO-BU00373. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(101490.3//24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

TJV, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8210 Mamer, 84, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 117.814.

EXTRAIT

M. JOSÉ LUIS DOS SANTOS CARDOSO, S.à r.l. en date du 21 septembre 2006, démissionne de ses fonctions de gérant administratif de la société avec effet au 21 septembre 2006.

Pour extrait sincère et conforme

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 22 septembre 2006, réf. LSO-BU05449. – Reçu 89 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(101703.2//13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

99921

KRYPTOS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.
R. C. Luxembourg B 110.363.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue au siège social en date du 28 juillet 2006

Les mandats de Pascale Loewen, Marc Muller et Jean-Marc Faber, administrateurs, et le mandat de KLOPP & BOUR CONSEILS S.A., commissaire aux comptes, sont reconduits pour une période de six années jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2012.

Par conséquent, le Conseil d'Administration en fonction jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2012 se compose comme suit:

- Pascale Loewen, employée privée, demeurant professionnellement au 3A, rue G. Kroll, L-1882 Luxembourg,
- Marc Muller, expert comptable, demeurant professionnellement au 3A, rue G. Kroll, L-1882 Luxembourg,
- Jean-Marc Faber, expert comptable, demeurant professionnellement au 3A, rue G. Kroll, L-1882 Luxembourg.

Le commissaire aux comptes nommé jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2012 est:

- La société KLOPP & BOUR CONSEILS S.A., ayant son siège social au 3A, rue G. Kroll, L-1882 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

KRYPTOS S.A.

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 4 septembre 2006, réf. LSO-BU00374. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(101664.3//24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

ELISENAU HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.
R. C. Luxembourg B 109.402.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue au siège social en date du 17 août 2006

Les mandats de Marc Muller, Pascale Loewen et Jean-Marc Faber, administrateurs, et le mandat de KLOPP & BOUR CONSEILS S.A., commissaire aux comptes, sont reconduits pour une période de six années jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2012.

Par conséquent, le Conseil d'Administration en fonction jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2012 se compose comme suit:

- Marc Muller, expert-comptable, demeurant professionnellement au 3A, rue G. Kroll, L-1882 Luxembourg,
- Pascale Loewen, employée privée, demeurant professionnellement au 3A, rue G. Kroll, L-1882 Luxembourg,
- Jean-Marc Faber, expert-comptable, demeurant professionnellement au 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg.

Le commissaire aux comptes nommé jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2012 est:

- KLOPP & BOUR CONSEILS S.A., ayant son siège social au 3A, rue G. Kroll, L-1882 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

ELISENAU HOLDING S.A.

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 4 septembre 2006, réf. LSO-BU00370. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(101667.3//24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

JOHANNES IMMOBILIERE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8440 Steinfort, 69, route de Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 83.583.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 31 juillet 2006, réf. LSO-BS11318, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Steinfort, le 21 septembre 2006.

F. Johanns

Administrateur-délégué

(101731.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

HELBRA INVESTMENTS HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.
R. C. Luxembourg B 108.780.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue au siège social en date du 21 août 2006

Les mandats de Marc Muller, Pascale Loewen et Jean-Marc Faber, administrateurs, et le mandat de KLOPP & BOUR CONSEILS S.A., commissaire aux comptes, sont reconduits pour une période de six années jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2012.

Par conséquent, le Conseil d'Administration en fonction jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2012 se compose comme suit:

- Marc Muller, expert-comptable, demeurant professionnellement au 3A, rue G. Kroll, L-1882 Luxembourg,
 - Pascale Loewen, employée privée, demeurant professionnellement au 3A, rue G. Kroll, L-1882 Luxembourg,
 - Jean-Marc Faber, expert-comptable, demeurant professionnellement au 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg.
- Le commissaire aux comptes nommé jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2012 est:
- KLOPP & BOUR CONSEILS S.A., ayant son siège social au 3A, rue G. Kroll, L-1882 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

HELBRA INVESTMENTS HOLDING S.A.

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 4 septembre 2006, réf. LSO-BU00366. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(101669.3//24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

HCI S.A., HOSTELS CAPITAL INVESTMENTS, Société Anonyme.

Registered office: L-8070 Bertrange, 10B, Zone Industrielle Bourmicht.
R. C. Luxembourg B 119.457.

STATUTES

In the year two thousand and six, on the eighth day in the month of September.

Before Us, Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

1.- CRITERIA, S.à r.l., a company existing under Luxembourg law, established and having its registered office at 3, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg;

2.- PROCEDIA, S.à r.l., a company existing under Luxembourg law, established and having its registered office at 3, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg;

both companies are here represented by:

Mr Fabien Rossignol, lawyer, residing professionally at 10B, Zone Industrielle Bourmicht, L-8070 Bertrange, by virtue of two (2) proxies given in Luxembourg, on August 28, 2006.

The prementioned proxies, after having been signed ne varietur by the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing person, acting in his here above stated capacities, has drawn up the following articles of a joint stock company (société anonyme) which the prenamed parties intend to organize among themselves.

Name - Registered office - Duration - Object - Capital

Art. 1. There is hereafter formed a Luxembourg joint stock company «société anonyme» under the name of HOSTELS CAPITAL INVESTMENTS S.A., in abbreviation HCI S.A.

Art. 2. The registered office is in Bertrange.

The company may establish branches, subsidiaries, agencies or administrative offices in the Grand Duchy of Luxembourg as well as in foreign countries by a simple decision of the board of directors.

Without any prejudice of the general rules of law governing the termination of contracts, in case the registered office of the company has been determined by contract with third parties, the registered offices may be transferred to any other place within the municipality of the registered office, by a simple decision of the board of directors. The registered office may be transferred to any other municipality of the Grand Duchy of Luxembourg by a decision of the shareholders' meeting.

If extraordinary events of a political, economic or social character, likely to impair normal activity at the registered office or the easy communication between that office and foreign countries shall occur, or shall be imminent, the registered office may be provisionally transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measure shall, however, have no effect on the nationality of the company which, notwithstanding the provisional transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

One of the executive organs of the company, which has powers to commit the company for acts of daily management, shall make this declaration of transfer of the registered office and inform third parties.

Art. 3. The company is established for an unlimited period.

Art. 4. The purposes for which the company is formed are all transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any enterprises in whatever form, as well as the administration, the management, the control and the development of such participations.

The company may also manage and develop its own real estate.

The company may particularly use its funds for the setting-up, the management, the development and the disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, participate in the creation, the development and the control of any enterprise, acquire by way of contribution, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatever, any type of securities and patents, realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, have developed these securities and patents, grant to the companies in which it has participating interests any support, loans, advances or guarantees.

In general, the company may take any measure to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its purposes and which are liable to promote their development or extension.

Furthermore the company shall have all powers necessary to the accomplishment or the development of its object, within the limits of all activities permitted to a «Société de Participations Financières».

Art. 5. The subscribed capital of the company is fixed at thirty-one thousand Euro (31,000.- EUR) divided into three hundred and ten (310) shares with a par value of one hundred Euro (100.- EUR) per share.

The shares are in registered or bearer form, at the option of the shareholders, subject to the restriction foreseen by law.

The company may, to the extent and under the terms permitted by law, redeem its own shares.

The subscribed capital of the company may be increased or reduced by a decision of the general meeting of shareholders voting with the same quorum as for the amendment of the articles of incorporation.

Board of directors and statutory auditors

Art. 6. The company is administered by a board of not less than three members, shareholders or not, who are elected for a term which may not exceed six years by the general meeting of shareholders and who can be dismissed at any time by the general meeting.

If the post of a director elected by the general meeting becomes vacant, the remaining directors thus elected, may provisionally fill the vacancy. In this case, the next general meeting will proceed to the final election.

Art. 7. The board of directors chooses among its members a chairman. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by one of the directors present at the meeting designated to that effect by the board.

The meetings of the board of directors are convened by the chairman or by any two directors.

The board can only validly debate and take decisions if the majority of its members is present or represented, proxies between directors being permitted with the restriction that a director can only represent one of his colleagues.

The directors may cast their vote on the points of the agenda by letter, telegram, telefax or email, confirmed by letter.

Written resolutions approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the directors' meetings.

Art. 8. Decisions of the board are taken by an absolute majority of the votes cast.

Art. 9. The minutes of the meetings of the board of directors shall be signed by all the directors having assisted at the debates.

Copies or extracts shall be certified conform by one director or by a proxy.

Art. 10. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the company's interest. All powers not expressly reserved to the general shareholders' meeting by the law of August 10th, 1915, as subsequently modified, or by the present articles of incorporation of the company, fall within the competence of the board of directors.

Art. 11. The board of directors may delegate all or part of its powers concerning the daily management to members of the board or to third persons who need not be shareholders of the company. The delegation to a member of the board is subject to a previous authorization of the general meeting of shareholders.

The first person(s) to whom the daily management of the company is delegated to, may be elected at the first general meeting of shareholders.

Art. 12. Towards third parties, the company is in all circumstances committed either by the joint signatures of two directors or by the individual signature of the delegate of the board acting within the limits of his powers.

Art. 13. The company is supervised by one or several statutory auditors, shareholders or not, who are appointed by the general meeting, which determines their number and their remuneration, and who can be dismissed at any time.

The term of the mandate of the statutory auditor(s) is fixed by the general meeting of shareholders for a period not exceeding six years.

General meeting

Art. 14. The general meeting represents the whole body of shareholders. It has the most extensive powers to carry out or ratify such acts as may concern the corporation. The convening notices are made in the form and delays prescribed by law.

Art. 15. The annual general meeting will be held in the municipality of the registered office at the place specified in the convening notice on the fourth Monday in the month of May at 2.00 p.m.

If such day is a public holiday, the general meeting will be held on the next following business day.

Art. 16. The directors or the auditor(s) may convene an extraordinary general meeting. It must be convened at the written request of shareholders representing twenty percent of the company's share capital.

Art. 17. Each share entitles to the casting of one vote. The company will recognize only one holder for each share; in case a share is held by more than one person, the company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as sole owner in relation to the company.

Business year - Distribution of profits

Art. 18. The business year begins on January 1st and ends on December 31st of each year.

The board of directors draws up the annual accounts according to the legal requirements.

It submits these documents with a report of the company's activities to the statutory auditor(s) at least one month before the statutory general meeting.

Art. 19. At least five percent of the net profit for the financial year have to be allocated to the legal reserve fund. Such contribution will cease to be compulsory when the reserve fund reaches ten percent of the subscribed capital.

The remaining balance of the net profit is at the disposal of the general meeting.

Advances on dividends may be paid by the board of directors in compliance with the legal requirements.

The general meeting can decide to assign profits and distributable reserves to the amortization of the capital, without reducing the corporate capital.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. The company may be dissolved by a decision of the general meeting voting with the same quorum as for the amendment of the articles of incorporation.

Should the company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, legal or physical persons, appointed by the general meeting which will specify their powers and remunerations.

General dispositions

Art. 21. The law of August 10, 1915 on Commercial Companies as subsequently amended shall apply in so far as these articles of incorporation do not provide for the contrary.

Transitory dispositions

The first financial year begins on the date of incorporation of the company and ends on 31 December 2006.

The first annual general meeting shall be held in 2007.

The first directors and the first auditor(s) are elected by the extraordinary general shareholders' meeting that shall take place immediately after the incorporation of the company.

Subscription and payment

The three hundred and ten (310) shares have been subscribed to as follows:

1.- CRITERIA, S.à r.l., prenamed, three hundred and nine shares	309
2.- PROCEDIA, S.à r.l., prenamed, one share	1
Total: three hundred and ten shares	310

The subscribed shares have been entirely paid up in cash, so that the company has now at its disposal the sum of thirty-one thousand Euro (31,000.- EUR) as was certified to the undersigned notary, who expressly states this.

Verification

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed in art. 26 of the law on commercial companies of August 10th, 1915 as subsequently amended have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Expenses

The amount of the expenses for which the company is liable as a result of its formation is approximately fixed at thousand nine hundred Euro.

Extraordinary general meeting

The above-named parties, acting in the here above stated capacities, representing the whole of the subscribed capital, considering themselves to be duly convened, then held an extraordinary general meeting and unanimously passed the following resolutions:

First resolution

The number of directors is fixed at three (3).

The following have been elected as directors, their mandate expiring at the annual general meeting of 2012:

1.- PROCEDIA, S.à r.l., a «société à responsabilité limitée», with registered office at 3, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B numéro 97.164);

2.- CRITERIA, S.à r.l., a «société à responsabilité limitée», with registered office at 3, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B numéro 97.199);

3.- Mr Gabriel Jean, lawyer, born in Arlon (Belgium), on 5 April 1967, residing professionally at 10B, Zone Industrielle Bourmicht, L-8070 Bertrange.

Second resolution

The number of statutory auditors is fixed at one (1).

The following has been appointed as statutory auditor, his mandate expiring at the annual general meeting of 2012:

the company MARBLEDEAL LIMITED, a company existing under the laws of England and Wales, established and having its registered office at 41 Chalton Street, GB-Londres NW1 1JD (United Kingdom).

Third resolution

The company's registered office is located at 10B, Zone Industrielle Bourmicht, L-8070 Bertrange.

Fourth resolution

Pursuant to the powers conferred to the general meeting of shareholders by article eleven (11) of the Articles of Incorporation, the general meeting appoints as first managing director (administrateur-délégué) of the company, Mr Gabriel Jean, prenamed, who is allowed to engage the company by his individual signature, in relation to the daily management of the company, including all bank transactions.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary, by his surname, Christian name, civil status and residence, the said person appearing signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille six, le huitième jour du mois de septembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg).

Ont comparu:

1.- CRITERIA, S.à r.l., une société à responsabilité limitée, avec siège social au 3, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg;

2.- PROCEDIA, S.à r.l., une société à responsabilité limitée, avec siège social au 3, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg;

les deux sociétés sont ici représentées par:

Monsieur Fabien Rossignol, juriste, demeurant professionnellement au 10B, Zone Industrielle Bourmicht, L-8070 Bertrange,

en vertu de deux (2) procurations données à Luxembourg, le 28 août 2006.

Lesquelles procurations, après avoir été signées ne varietur par la personne comparante et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisées avec lui.

Laquelle personne comparante, agissant en sa susdite qualité, a requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société anonyme que les parties prémentionnées déclarent constituer entre elles et dont elles ont arrêté les statuts comme suit:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société anonyme luxembourgeoise sous la dénomination de HOSTELS CAPITAL INVESTMENTS S.A., en abrégé HCI S.A.

Art. 2. Le siège de la société est établi à Bertrange.

Par simple décision du conseil d'administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège. Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La société est établie pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La société a encore pour objet la gestion et la mise en valeur de son propre patrimoine immobilier.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent à son objet ou qui le favorisent.

La société aura tous pouvoirs nécessaires à l'accomplissement ou au développement de son objet, dans le cadre de toutes activités permises à une Société de Participations Financières.

Art. 5. Le capital souscrit est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR) divisé en trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) par action.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire, sous réserve des restrictions prévues par la loi. La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

Administration - Surveillance

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans par l'assemblée générale des actionnaires et toujours révocables par elle.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents, le remplace.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, télégramme, télécopie ou email, ces trois derniers étant à confirmer par écrit.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Art. 8. Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue des membres présents ou représentés.

Art. 9. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances.

Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

Art. 10. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale.

Art. 11. Le conseil d'administration pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires de la société. La délégation à un administrateur est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

La (Les) première(s) personne(s) à qui sera (seront) déléguée(s) la gestion journalière peut (peuvent) être nommée(s) par la première assemblée générale des actionnaires.

Art. 12. Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs ou par la signature individuelle d'un délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs.

Art. 13. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et leur rémunération.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant dépasser six années.

Assemblée générale

Art. 14. L'assemblée générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales. Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Art. 15. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le quatrième lundi du mois de mai de chaque année à 14.00 heures.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 16. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration ou par le(s) commissaire(s). Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.

Art. 17. Chaque action donne droit à une voix.

La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. Si une action de la société est détenue par plusieurs propriétaires en propriété indivise, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 18. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Le conseil d'administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les activités de la société un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au(x) commissaire(s).

Art. 19. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé cinq pour cent au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommées par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs.

Disposition générale

Art. 21. La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et se termine le 31 décembre 2006.

La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2007.

Les premiers administrateurs et le(s) premier(s) commissaire(s) sont élus par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires suivant immédiatement la constitution de la société.

Souscription et paiement

Les trois cent dix (310) actions ont été souscrites comme suit par:

1.- CRITERIA, S.à r.l., prédésignée, trois cent neuf actions	309
2.- PROCEDIA, S.à r.l., prédésignée, une action.	<u>1</u>
Total: trois cent dix actions.	310

Les actions ainsi souscrites ont été intégralement libérées par des versements en numéraire, de sorte que la somme de trente et un mille euros (31.000,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société.

La preuve de tous ces paiements a été donnée au notaire soussigné qui le reconnaît expressément.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Frais

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef de sa constitution à environ mille neuf cents euros.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants, ès qualités qu'ils agissent, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ont à l'unanimité des voix, pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre d'administrateurs est fixé à trois (3).

Sont appelés aux fonctions d'administrateurs, leur mandat expirant à l'assemblée générale annuelle statutaire de 2012:

1.- PROCEDIA, S.à r.l., une société à responsabilité limitée, avec siège social au 3, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B numéro 97.164);

2.- CRITERIA, S.à r.l., une société à responsabilité limitée, avec siège social au 3, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B numéro 97.199);

3.- Monsieur Gabriel Jean, juriste, né à Arlon (Belgique), le 5 avril 1967, demeurant professionnellement au 10B, Zone Industrielle Bourmicht, L-8070 Bertrange.

Deuxième résolution

Est appelée aux fonctions de commissaire aux comptes, son mandat expirant à l'assemblée générale annuelle statutaire de 2012:

la société MARBLEDEAL LIMITED, une société de droit anglais, établie et ayant son siège social au 41 Chalton Street, GB-Londres NW1 1JD (Royaume-Uni).

Troisième résolution

Le siège social de la société est fixé au 10B, Zone Industrielle Bourmicht, L-8070 Bertrange.

Quatrième résolution

Faisant usage de la faculté offerte par l'article onze (11) des statuts, l'assemblée nomme en qualité de premier administrateur-délégué de la société, Monsieur Gabriel Jean, prénommé, lequel pourra engager la société sous sa signature individuelle, dans le cadre de la gestion journalière dans son sens le plus large, y compris toutes opérations bancaires.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la personne comparante les présents statuts sont rédigés en anglais, suivis d'une version française; à la requête de la même personne et en cas de divergences entre les texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, passé à Bertrange, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, la personne comparante prémentionnée a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: F. Rossignol, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 13 septembre 2006, vol. 907, fol. 10, case 4. – Reçu 310 euros.

Le Receveur (signé): Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 15 septembre 2006.

J.-J. Wagner.

(102652.3/239/347) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2006.

FASHION AND COSMETICS ISABELLE T, Société Anonyme.

Siège social: L-2410 Luxembourg, 164, rue de Reckenthal.

R. C. Luxembourg B 45.786.

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 12 mai 2006 que les mandats suivants ont été prorogés jusqu'en 2011:

- Madame Isabelle Thuillier, administrateur et administrateur-délégué, avec adresse professionnelle au 164, rue de Reckenthal, L-2410 Luxembourg;

- Monsieur Vladimir Ivanov, administrateur, avec adresse professionnelle au 164, rue de Reckenthal, L-2410 Luxembourg;

- Monsieur Claude Cahen, administrateur, avec adresse professionnelle au 3, rue des Foyers, L-1537 Luxembourg;

- Monsieur Robert Becker, commissaire aux comptes, avec adresse professionnelle au 3, rue des Foyers, L-1537 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 août 2006.

FIDUCIAIRE BECKER + CAHEN & ASSOCIES, S.à r.l.

Enregistré à Luxembourg, le 5 septembre 2006, réf. LSO-BU00701. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(101679.3//20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

NOCTRON, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8140 Bridel, 66-68, rue de Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 106.627.

Le 22 juillet 2005 les cessions de parts sociales suivantes ont été effectuées:

La société INTERNATIONAL CORPORATE TECHNOLOGIES HOLDING S.A. (INCOTECH) S.A. ayant son siège social à L-1228 Howald, 20, rue Belle-Vue, a cédé 176 parts sociales à NOCTRON HOLDING S.A.

Monsieur Georges Diamantidis, demeurant à D-56307 Dernbach, 21 Ringstrasse, a cédé 176 parts à NOCTRON HOLDING S.A.

Monsieur Frédéric Tonhofer, demeurant à L-8064 Bertrange, 40, Cité Millewee, a cédé 175 parts à NOCTRON HOLDING S.A.

Suite à ces cessions de parts sociales la répartition du capital social est la suivante:

NOCTRON HOLDING S.A., ayant son siège à L-8140 Bridel, 66-68, rue de Luxembourg, cinq cent vingt-sept parts sociales	527
Monsieur Frédéric Tonhofer, demeurant à L-8064 Bertrange, 40, Cité Millewee, une part sociale	1
Total: cinq cent vingt-huit parts sociales	528

Bridel, le 19 septembre 2006.

Pour NOCTRON, S.à r.l.

FIDUCIAIRE DES CLASSES MOYENNES

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 20 septembre 2006, réf. LSO-BU04662. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(101680.3//24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

TJV, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8210 Mamer, 84, route d'Arlon.

R. C. Luxembourg B 117.814.

EXTRAIT

Il résulte de la convention de cession de parts du 21 septembre 2006 que:

Monsieur José Luis Dos Santos Cardoso cède ses 32 (trente-deux) parts sociales à:

- 16 (seize) parts sociales à Monsieur Abrantes Cardoso Antonio Mario, demeurant à L-8313 Mamer, 27, rue Baumbusch;
- 16 (seize) parts sociales à Monsieur De Barros Machado Jorge Manuel, demeurant à L-4995 Schouweiler, 52, rue de Bascharage.

Pour extrait sincère et conforme

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 22 septembre 2006, réf. LSO-BU05453. – Reçu 89 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(101700.3//17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

EAST END S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 22, avenue de la Liberté.

R. C. Luxembourg B 36.332.

Le bilan au 31 décembre 2004 et les documents y relatifs, enregistrés à Luxembourg, le 20 septembre 2006, réf. LSO-BU04692, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 septembre 2006.

Signature.

(101718.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

SILE RIVER S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 22, avenue de la Liberté.

R. C. Luxembourg B 36.343.

Le bilan au 31 décembre 2005 et les documents y relatifs, enregistrés à Luxembourg, le 20 septembre 2006, réf. LSO-BU04690, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 septembre 2006.

Signature.

(101723.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

EAST END S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 22, avenue de la Liberté.

R. C. Luxembourg B 36.332.

Le bilan au 31 décembre 2005 et les documents y relatifs, enregistrés à Luxembourg, le 20 septembre 2006, réf. LSO-BU04693, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 septembre 2006.

Signature.

(101724.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

PROMO PETROLE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8440 Steinfort, 69, rue de Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 68.829.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 31 juillet 2006, réf. LSO-BS11322, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Steinfort, le 21 septembre 2006.

F. Johanns

Administrateur-délégué

(101736.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

ALLOY MARKET S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3397 Roeser, 2, Op der Hoehl.

R. C. Luxembourg B 92.756.

Constituée par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 27 mars 2003, acte publié au Mémorial C n° 465 du 29 avril 2003.

Assemblée Générale Ordinaire du 3 juillet 2006

Il résulte de l'assemblée générale ordinaire de la société ALLOY MARKET S.A., tenue au siège social en date du 3 juillet 2006, que les actionnaires ont pris à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

1° Acceptation de la démission de deux membres du conseil d'administration:

- Monsieur Pierrot Theis, demeurant à L-3397 Roeser, 2, Op der Hoehl;
- Monsieur Ajit Singh Bubber, demeurant à Villa Palmera, Sevasi, Baroda 391 101, Gujarat State, Inde.

2° Acceptation de la démission de l'administrateur-délégué:

- Monsieur Pierrot Theis, demeurant à L-3397 Roeser, 2, Op der Hoehl.

3° Nomination de deux nouveaux administrateurs pour une durée de 6 ans (jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2012):

- Madame Birgit Fischer-Reichertz, demeurant à D-54664 AUW a. d. Kyll, Daufenbergerweg 24;
- Monsieur Rajiv Saxena, demeurant à 1/2 Bradys flats, Sorab Bharucha Road, Colaba, Mumbai 400005, Inde.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ALLOY MARKET S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 19 septembre 2006, réf. LSO-BU04410. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(101727.3//25) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

ALLOY MARKET S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3397 Roeser, 2, Op der Hoehl.

R. C. Luxembourg B 92.756.

Constituée par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 27 mars 2003, acte publié au Mémorial C n° 465 du 29 avril 2003.

Réunion du Conseil d'administration du 3 juillet 2006

Le conseil d'administration de la société ALLOY MARKET S.A., agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par les statuts, nomme Madame Birgit Fischer-Reichertz, demeurant à D-54664 AUW a. d. Kyll, Daufenbergerweg 24, au poste d'administrateur-délégué.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ALLOY MARKET S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 19 septembre 2006, réf. LSO-BU04408. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(101728.3//17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

INTERLUX, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1941 Luxembourg, 171, route de Longwy.

R. C. Luxembourg B 105.355.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des associés tenue au siège social à Luxembourg, le 6 septembre 2006

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des associés tenue sous seeing privé au siège social le 6 septembre 2006, que:

L'assemblée accepte la démission de Madame Muriel Devillers demeurant 6, rue de l'Eglise, L-7224 Luxembourg en tant que gérant unique au sein de la société à compter de ce jour.

L'assemblée nomme Monsieur Richard Ségal demeurant 2, rue du Fort Wallis, L-2714 Luxembourg en tant que gérant unique pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le mercredi 6 septembre 2006.

Signature.

Enregistré à Luxembourg, le 15 septembre 2006, réf. LSO-BU03824. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(101797.3//17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

BINDA INTERNATIONAL MANUFACTURE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 119.462.

—
STATUTS

L'an deux mille six, le dix-huit septembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Mersch.

Ont comparu:

1. JOY, S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant suivant les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date de ce jour avant les présentes,

ici représentée par Madame Betty Prudhomme, employée privée, demeurant professionnellement au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg,

en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 18 septembre 2006.

2. BLAST, S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant suivant les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date de ce jour avant les présentes,

ici représentée par Madame Betty Prudhomme, prénommée,

en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 18 septembre 2006.

Lesquelles procurations, après avoir été signées ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquelles comparantes ont requis le notaire instrumentaire d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'elles déclarent constituer entre elles comme suit:

Chapitre 1^{er}.- Forme, Dénomination, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Forme, Dénomination. Il est formé entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après émises, une société anonyme (ci-après la «Société»), laquelle sera régie par les lois du Grand-Duché du Luxembourg et par les présents statuts (ci-après les «Statuts»).

La Société existe sous la dénomination de BINDA INTERNATIONAL MANUFACTURE S.A.

Art. 2. Siège social. La Société a son siège social dans la Ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Il peut être transféré à tout autre endroit de la Ville de Luxembourg par une décision du Conseil d'Administration.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales situés au Luxembourg ou à l'Étranger.

Au cas où le Conseil d'Administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, ont eu lieu ou sont sur le point d'avoir lieu, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complètes de ces circonstances anormales. Ces mesures temporaires n'auraient aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert de son siège social, demeurerait une société luxembourgeoise. Ces mesures temporaires seront prises et portées à la connaissance des tiers par le Conseil d'Administration ou par toute société ou personne à qui le Conseil d'Administration a confié la gestion journalière de la Société.

Art. 3. Objet social. La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers.

La Société a en outre pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise se présentant sous forme de société de capitaux ou de société de personnes, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprises, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevet, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement.

La Société peut également garantir, accorder des sûretés à des tiers afin de garantir ses obligations ou les obligations de sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société, accorder des prêts à ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société ainsi que toutes autres sociétés ou tiers.

La Société peut également réaliser son activité par l'intermédiaire de succursales au Luxembourg ou à l'étranger.

Elle pourra également procéder à l'acquisition, la gestion, l'exploitation, la vente ou la location de tous immeubles, meublés, non meublés et généralement faire toutes opérations immobilières à l'exception de celles de marchands de biens et le placement et la gestion de ses liquidités. En général, la Société pourra faire toutes opérations à caractère patrimonial, mobilières, immobilières, commerciales, industrielles ou financières, ainsi que toutes transactions et opérations de nature à promouvoir et à faciliter directement ou indirectement la réalisation de l'objet social ou son extension.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

La Société peut être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires, statuant comme en matière de modification des Statuts.

Chapitre II.- Capital, Actions

Art. 5. Capital social. La Société a un capital social de deux cent mille euros (EUR 200.000,-), représenté par deux mille (2.000) actions ayant une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) par action, entièrement libérées.

Le capital social de la Société peut, à tout moment, être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires, adoptée à la manière requise pour la modification des présents statuts.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la loi, racheter ses propres actions.

Art. 6. Forme des actions. Les actions de la société sont nominatives ou au porteur, ou en partie dans l'une ou l'autre forme, au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la loi.

La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. Si une ou plusieurs actions sont conjointement détenues ou si les titres de propriété de ces actions sont divisés, fragmentés ou litigieux, les personnes invoquant un droit sur la/les action(s) devront désigner un mandataire unique pour représenter la/les action(s) à l'égard de la Société. L'omission d'une telle désignation impliquera la suspension de l'exercice de tous les droits attachés aux actions. La même règle est appliquée dans le cas d'un conflit entre un usufruitier et un nu-propriétaire ou entre un créancier gagiste et un débiteur gagiste.

Chapitre III.- Assemblées générales des actionnaires

Art. 7. Pouvoirs des assemblées générales. L'assemblée générale des actionnaires régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la Société. Les décisions prises à une telle assemblée à la majorité requise par la loi engageront tous les actionnaires. L'assemblée générale aura les pouvoirs les plus étendus pour autoriser ou approuver tous les actes faits ou exécutés pour le compte de la Société.

Art. 8. Assemblées générales des actionnaires. L'assemblée générale des actionnaires représente l'universalité des actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, exécuter ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

L'assemblée générale des actionnaires est convoquée par le conseil d'administration. Les actionnaires représentant un cinquième du capital social souscrit peuvent, conformément aux dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, requérir le conseil d'administration de convoquer l'assemblée générale des actionnaires.

L'assemblée générale annuelle se réunit, conformément à la loi luxembourgeoise, au siège social de la Société ou à tout autre endroit indiqué dans l'avis de convocation, le 2^e jeudi du mois de février à 9:30 heures.

Si ce jour est un jour férié, légal ou bancaire, à Luxembourg, l'assemblée générale se tiendra le jour ouvrable suivant.

L'assemblée générale des actionnaires pourra se tenir à l'étranger si le conseil d'administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles externes à la Société et à ses actionnaires le requièrent.

D'autres assemblées générales d'actionnaires peuvent se tenir aux lieux et dates spécifiés dans les avis de convocation respectifs.

Si toutes les actions ou pour partie sont des actions nominatives, les actionnaires seront convoqués par un avis de convocation énonçant l'ordre du jour et envoyé par lettre recommandée au moins huit jours avant l'assemblée à tout détenteur d'actions à son adresse portée au registre des actionnaires, ou suivant toutes autres instructions données par cet actionnaire.

Chaque fois que tous les actionnaires sont présents ou représentés et se considèrent dûment convoqués et informés de l'ordre du jour, l'assemblée générale peut avoir lieu sans convocation.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour pouvoir prendre part aux assemblées générales.

L'assemblée générale des actionnaires désigne son président qui présidera l'assemblée. Le président pourra désigner un secrétaire chargé de dresser les procès-verbaux de l'assemblée.

Les affaires traitées lors d'une assemblée des actionnaires seront limitées aux points contenus dans l'ordre du jour (qui contiendra toutes les matières requises par la loi) et aux affaires connexes à ces points.

Chaque action donne droit à une voix lors de toute assemblée générale. Un actionnaire peut se faire représenter à toute assemblée générale des actionnaires par mandat écrit par un mandataire qui n'a pas besoin d'être actionnaire.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi, les décisions de l'assemblée générale des actionnaires sont prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés.

Chapitre IV.- Conseil d'administration, Commissaire aux comptes

Art. 9. Conseil d'administration. La Société est gérée par un Conseil d'Administration composé d'au moins trois (3) membres, le nombre exact étant déterminé par l'assemblée générale des actionnaires. Les administrateurs n'ont pas besoin d'être actionnaires. L'assemblée générale des actionnaires peut décider de créer deux catégories d'administrateurs (Administrateurs A et Administrateurs B).

Les administrateurs sont élus par l'assemblée générale des actionnaires pour une période ne dépassant pas six (6) ans et jusqu'à ce que leurs successeurs aient été élus; toutefois un administrateur peut être révoqué à tout moment par décision de l'assemblée générale. Les administrateurs sortants peuvent être réélus.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, les administrateurs restants élus par l'assemblée générale des actionnaires pourront se réunir et élire un administrateur pour remplir les fonctions attachées au poste devenu vacant jusqu'à la prochaine assemblée générale.

Art. 10. Réunions du conseil d'administration. Le conseil d'administration peut choisir parmi ses membres un président et peut choisir en son sein un ou plusieurs vice-présidents. Il peut également désigner un secrétaire qui n'a pas besoin d'être un administrateur et qui peut être chargé de dresser les procès-verbaux des réunions du conseil d'ad-

ministration ou d'exécuter des tâches administratives ou autres telles que décidées, de temps en temps, par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration se réunit sur convocation d'au moins deux administrateurs au lieu indiqué dans l'avis de convocation. La ou les personnes convoquant l'assemblée déterminent l'ordre du jour. Un avis par écrit, télégramme, télécopie ou e-mail contenant l'ordre du jour sera donné à tous les administrateurs au moins huit jours avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas l'avis de convocation, envoyé 24 heures avant la réunion, devra mentionner la nature de cette urgence. Il peut être passé outre à la nécessité de pareille convocation en cas d'assentiment préalable ou postérieur à la réunion, par écrit, télégramme, télécopie ou e-mail de chaque administrateur. Une convocation spéciale n'est pas requise pour des réunions du conseil d'administration se tenant à des heures et à des endroits déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur peut se faire représenter en désignant par écrit ou par télégramme, télécopie ou e-mail un autre administrateur comme son mandataire. Un administrateur ne peut pas représenter plus d'un de ses collègues.

Le conseil d'administration ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité des administrateurs sont présents ou représentés à une réunion du conseil d'administration. Si le quorum n'est pas obtenu une demi-heure après l'heure prévue pour la réunion, les administrateurs présents peuvent ajourner la réunion en un autre endroit et à une date ultérieure. Les avis des réunions ajournées sont donnés aux membres du conseil d'administration par le secrétaire, s'il y en a, ou à défaut par tout administrateur.

Les décisions sont prises à la majorité des votes des administrateurs présents ou représentés à chaque réunion. Au cas où, lors d'une réunion du conseil d'administration, il y a égalité de voix en faveur ou en défaveur d'une résolution, le président de la réunion n'aura pas de voix prépondérante. En cas d'égalité, la résolution sera considérée comme rejetée.

Tout administrateur peut prendre part à une réunion du conseil d'administration au moyen d'une conférence téléphonique, d'une conférence vidéo ou d'un équipement de communication similaire par lequel toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre; la participation à la réunion par de tels moyens vaut présence personnelle à cette réunion.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du conseil d'administration peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signés par tous les membres du conseil d'administration sans exception. La date d'une telle décision est celle de la dernière signature.

Art. 11. Pouvoirs du conseil d'administration. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la loi ou les présents statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, être délégués à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 12. Signature sociale. Vis-à-vis des tiers, la Société sera valablement engagée par la signature conjointe de deux administrateurs ou par la (les) autre(s) signature(s) de toute(s) autre(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil d'administration.

Au cas où l'Assemblée Générale décide de créer deux catégories d'administrateurs (catégorie A et catégorie B), la Société sera valablement engagée par la signature conjointe d'un administrateur A et d'un administrateur B.

Art. 13. Conflits d'intérêts. Dans le cas d'un conflit d'intérêts d'un administrateur, entendu que le simple fait que l'administrateur soit l'administrateur d'un actionnaire ou d'une société affiliée d'un actionnaire ne sera pas constitutif d'un conflit d'intérêts, il doit informer le conseil d'administration de tout conflit d'intérêts et ne pourra pas prendre part au vote mais sera compté dans le quorum. Un administrateur ayant un conflit d'intérêts sur tout objet de l'ordre du jour doit déclarer ce conflit d'intérêts au président avant que la réunion ne débute.

Tout administrateur ayant un intérêt personnel dans une transaction soumise pour approbation au conseil d'administration opposé avec l'intérêt de la Société, devra être obligé d'informer le conseil et de faire enregistrer cette situation dans le procès-verbal de la réunion. Il ne pourra pas prendre part à la réunion (mais il sera compté dans le quorum). A l'assemblée générale suivante, avant toute autre résolution à voter, un rapport spécial devra être établi sur toutes transactions dans lesquelles un des administrateurs peut avoir un intérêt personnel opposé à celui de la Société.

Art. 14. Surveillance de la société. Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaire. L'assemblée générale des actionnaires désignera le ou les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leurs rémunérations et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six années.

Dans le cas où la Société dépasserait les critères requis par l'article 215 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, l'institution du commissaire aux comptes sera supprimée et un ou plusieurs réviseurs d'entreprises, choisis parmi les membres de l'institut des réviseurs d'entreprises, seront désignés par l'assemblée générale, qui fixera la durée de leur mandat.

Chapitre V.- Année sociale, Adoption des Etats Financiers, Affectation

Art. 15. Année sociale. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. Adoption des Etats Financiers. Chaque année, lors de l'Assemblée Générale Annuelle, le Conseil d'Administration présentera à l'assemblée pour adoption les Etats Financiers concernant l'exercice fiscal précédent et l'Assemblée examinera et, si elle le juge bon, adoptera les Etats Financiers.

Après adoption des Etats Financiers, l'Assemblée Générale Annuelle se prononcera, par vote séparé, sur la décharge à donner aux Administrateurs, aux responsables et au Commissaire, pour tout engagement de la Société, résultant de ou relatif à toute perte ou dommage résultant de ou en connexion avec des actes ou omissions faits par les Administrateurs, les responsables et le Commissaire, effectués de bonne foi, sans négligence grave. Une décharge ne sera pas valable si le bilan contient une omission ou une information fautive ou erronée sur l'état réel des affaires de la Société ou reproduit l'exécution d'actes non permis par les présents statuts à moins qu'ils n'aient été expressément spécifiés dans l'avis de convocation.

Art. 17. Affectation des bénéfices annuels. Des bénéfices nets annuels de la Société, cinq pour cent seront affectés à la réserve requise par la loi. Cette affectation cessera d'être exigée lorsque le montant de la réserve légale aura atteint un dixième du capital social souscrit.

L'assemblée générale des actionnaires dispose librement du bénéfice net annuel.

Des dividendes intérimaires peuvent être versés en conformité avec les conditions prévues par la loi au moment où le paiement est effectué.

Chapitre VI.- Disolution, Liquidation

Art. 18. Liquidation de la société. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs qui pourront être des personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Le produit net de la liquidation sera distribué par le(s) liquidateur(s) aux actionnaires, proportionnellement à leur participation dans le capital social.

Chapitre VII.- Dispositions générales

Art. 19. Modification des statuts. Les présents statuts pourront être modifiés, périodiquement par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par la loi du 10 août 1915, telle que modifiée, concernant les sociétés commerciales.

Art. 20. Loi applicable. Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les Parties se réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée, concernant les sociétés commerciales.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commencera le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2006.
- 2) La première assemblée générale annuelle des actionnaires aura lieu en 2007.

Souscription et libération

Les actions de la Société ont été souscrites comme suit:

1. JOY, S.à r.l., prénommée	1.000
2. BLAST, S.à r.l., prénommée	1.000
Total: 2.000 actions	2.000

Toutes les actions ont été entièrement libérées de sorte que la somme de deux cent mille euros (EUR 200.000,-) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et déclare expressément qu'elles sont remplies.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution sont évalués à environ cinq mille deux cents euros.

Assemblée générale extraordinaire

Et aussitôt les actionnaires, représentant l'intégralité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale. Après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

- 1) Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3) et le nombre des commissaires à un (1).
- 2) Les personnes suivantes ont été nommées comme membres du conseil d'administration:

Catégorie A:

Monsieur Luca Demarchi, gérant de sociétés, né à Milan, le 4 octobre 1960, demeurant au 14, Corso Elvezia, CH-6900 Lugano, est nommé en tant qu'Administrateur A;

Catégorie B:

Monsieur Jean Heinz, employé privé à la retraite, né à Doennange, le 14 février 1936, demeurant à L-8081 Betrange, 109, rue de Mamer, est nommé en tant qu'Administrateur B;

Monsieur Hubert Hansen, employé privé à la retraite, né à Ettelbruck, le 17 octobre 1951, demeurant à L-7522 Mersch, 21, rue de la Chapelle, est nommé en tant qu'Administrateur B.

3) La personne suivante a été nommée commissaire aux comptes:

FIN-CONTROLE S.A., une société anonyme constituée et existant suivant les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à L-1946 Luxembourg, 26, rue Louvigny, et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 42.230.

4) Les mandats des administrateurs et du commissaire prendront fin lors de l'assemblée générale amenée à se prononcer sur les comptes de la Société en 2012.

5) L'adresse du siège social de la Société est établie à L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri.

Dont acte, passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, celle-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: B. Prudhomme, H. Hellinckx.

Enregistré à Mersch, le 21 septembre 2006, vol. 438, fol. 23, case 1. – Reçu 2.000 euros.

Le Receveur (signé): A. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 25 septembre 2006.

H. Hellinckx.

(102682.3/242/263) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2006.

OLIO FINANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8440 Steinfort, 69, rue de Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 62.239.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 31 juillet 2006, réf. LSO-BS11339, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Steinfort, le 21 septembre 2006.

F. Johanns

Administrateur-délégué

(101738.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

UC CLOTHING COMPANY, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5973 Itzig, 1, rue des Promenades.

R. C. Luxembourg B 80.850.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 22 septembre 2006, réf. LSO-BU05388, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(101855.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

INTERNATIONAL FLOUR S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1340 Luxembourg, 3-5, place Winston Churchill.

R. C. Luxembourg B 103.518.

EXTRAIT

L'Assemblée générale du 18 septembre 2006 a renouvelé les mandats des administrateurs:

- Monsieur Hervé Poncin, Administrateur, 25A, rue au Thier, B-4870 Foret-Trooz, Belgique;

- Monsieur Laurent Heiliger, Administrateur, licencié en sciences commerciales et financières, 3-5, place Winston Churchill, L-1340 Luxembourg;

- Monsieur Manuel Hack, Administrateur, expert comptable, 3-5, place Winston Churchill, L-1340 Luxembourg.

Leurs mandats prendront fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2006.

L'Assemblée générale du 18 septembre 2006 a nommé aux fonctions de Commissaire aux comptes en remplacement de Monsieur Aloyse Scherer, démissionnaire en date du 18 septembre 2006, la société AUDIT.LU.

- AUDIT.LU, réviseur d'entreprises, 18, rue Hiehl, L-6131 Junglinster, R.C.S. Luxembourg, B 113.620.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2006.

Luxembourg, le 18 septembre 2006.

Pour INTERNATIONAL FLOUR S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 20 septembre 2006, réf. LSO-BU04630. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(102198.3//22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2006.

99936

FERTITRUST S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 11.025.

Extrait des décisions prises lors de l'assemblée générale des actionnaires tenue en date du 28 juillet 2006

1) Les mandats d'administrateur venus à échéance de Monsieur Ara Ohannès Hrechdakian, de Monsieur Georges Obegi, de Monsieur Yordan Béchara Obegi, de Mademoiselle Sabine Hrechdakian et de Madame Tatiana Khoury Naayem, n'ont pas été renouvelés.

2) Le nombre des administrateurs a été réduit de 9 à 4.

3) Monsieur Henry Y. Obegi a démissionné de sa fonction de président et Messieurs Peter Hrechdakian et Georges Khoury ont démissionné de leur fonction de vice-président.

4) Jusqu'au 29 septembre 2006, les personnes suivantes sont administrateurs de la société:

- Monsieur Nadim Khoury, administrateur de sociétés, né le 18 février 1964 à Beyrouth (Liban), demeurant à F-75116 Paris, 4, rue Dumont d'Urville.

- Monsieur Georges Khoury, administrateur de sociétés, né le 1^{er} septembre 1961 à Beyrouth (Liban), demeurant à B-1180 Uccle, 15, avenue Château de Walzin.

- Monsieur Peter Hrechdakian, administrateur de sociétés, né le 16 septembre 1958 à Alep (Syrie), demeurant à B-1180 Uccle, 418, avenue Brugmann.

- Monsieur Henry Y. Obegi, administrateur de sociétés, né le 22 juin 1926 à Alep (Syrie), demeurant à Beyrouth, Liban, rue de l'Indépendance, Immeuble Tilal Beirut.

4) Jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2007, la personne morale suivante est commissaire aux comptes de la société

- La société anonyme DELOITTE S.A., R.C.S. Luxembourg B 67.895, avec siège social à L-2220 Luxembourg, 560, rue de Neudorf.

Luxembourg, le 12 septembre 2006.

Pour FERTITRUST S.A.

FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 13 septembre 2006, réf. LSO-BU02757. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(101791.3//32) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

UC CLOTHING COMPANY, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5973 Itzig, 1, rue des Promenades.

R. C. Luxembourg B 80.850.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 22 septembre 2006, réf. LSO-BU05390, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(101856.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

UC CLOTHING COMPANY, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5973 Itzig, 1, rue des Promenades.

R. C. Luxembourg B 80.850.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 22 septembre 2006, réf. LSO-BU05392, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(101858.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2006.